

MERCREDI 21 OCTOBRE 2015

« En route vers la dépression économique finale. »

- = Leffondrement du commerce mondial nous entraîne dans une profonde récession p.2
- = Réveillez-vous! (Jacques Attali) p.7
- = Croissance : exemple de déni de l'importance réelle de l'énergie p.9
- = «Qui détient la dette américaine? Voici le classement !» (Charles Sannat) p.12
- = La Banque mondiale abaisse sa prévision pour les prix du pétrole p.16
- = Taux d'intérêt : quel avenir pour la politique monétaire ? p.17
- = Quand Paul Volcker a sauvé le système (Bill Bonner) p.19
- = La question de l'électricité... (Patrick Reymond) p.22
- = Salaud de pauvres... (Patrick Reymond) p.24
- = LES BANQUES, LE RETOUR (François Leclerc) p.24
- = Typologie des Marchés Baissiers (Bear Markets) (Charles Gave) p.26
- = Au milieu de nulle part, mais dans une Ferrari ou une DeLorean (Thomas Veillet) p.30
- = Gaz naturel liquéfié: 283 milliards de dollars de projets en trop d'ici 2025 p.35
- = EL Nino enclenche le niveau "fort" p.39
- = Les centrales à charbon, un terrorisme contre le climat p.40
- = Les dégâts environnementaux de l'agriculture intensive p.42



PHOTO du JOUR



Images d'automne Photo: J-P L. 2015

Leffondrement du commerce mondial nous entraîne dans une profonde récession

BusinessBourse et [theeconomiccollapseblog](#) 21 octobre 2015



Lorsque l'économie mondiale se porte bien, la quantité de produits qui est importée et exportée dans le monde grimpe, et en revanche, lorsque l'économie mondiale est en récession, la quantité de produits qui est importée et exportée dans le monde baisse. Les explications précédentes sont tout simplement les principes de base de l'économie.

Les gouvernements à travers le monde sont devenus très habiles pour manipuler les autres indicateurs de mesures de l'activité économique comme le PIB, mais les chiffres du commerce restent plus difficiles à bidouiller.

Aujourd'hui, la Chine est la première puissance commerciale du monde, or nous venons d'apprendre que les exportations et les importations chinoises sont actuellement en train de s'effondrer. Mais tout ceci s'inscrit dans une tendance générale plus large. Comme [je l'ai évoqué l'autre jour](#), le géant bancaire britannique HSBC a signalé que **l'ensemble du commerce mondial avait baissé de 8,4 % jusqu'ici pour l'année 2015**, et que le PIB mondial exprimé en dollars américains, **était en baisse de 3,4 %**. Les seuls autres moments où le commerce mondial avait chuté autant, c'était lors d'autres récessions mondiales, et il semble que cette nouvelle crise ne fait que commencer.

Pendant de nombreuses années, la Chine a mené la révolution du commerce mondial. Mais maintenant, nous assistons à quelque chose qui est presque sans précédent. Les exportations chinoises sont en baisse, et les importations chinoises sont en train d'imploser littéralement...



La croissance des exportations de la Chine a constamment baissé et ce, depuis des années. Or, cette " croissance " est en réalité devenue négative. En Septembre, les exportations étaient en baisse de 3,7% par rapport à l'année précédente, " conséquences inévitables de la flambée insoutenable et mal gérée du crédit en Chine ", comme le rapporte [ALPHANOW de Thomson Reuters](#). La plupart des exportations chinoises sont des produits manufacturés qui sont expédiés par conteneur dans le reste du monde.

Et sur les importations en Chine – un mélange de produits divers, de marchandises conteneurisées – *elles ont plongé*: chute de 20,4% en Septembre par rapport à l'année précédente, après une chute de 13,8 % en Août.

Cette semaine, il a été annoncé que la croissance du PIB chinois était tombé à son plus bas niveau depuis la dernière récession, et ceci est logique au regard des chiffres. L'activité économique mondiale ralentit vraiment, et cela affecte profondément la Chine.

Que dire alors des Etats-Unis ?

Eh bien, en fonction de la quantité de marchandises qui est expédiée aux Etats-Unis, il s'avère que l'économie américaine est en train de ralentir aussi. Le texte qui suit provient de [Wolf Richter](#), et j'en avais partagé une partie [dans un article précédent](#), mais je pense qu'il convient toutefois de le répéter ...

Septembre est la première phase des ventes pour les fêtes de fin d'année. Les expéditions augmentent habituellement d'Août à Septembre. elles l'ont fait cette année aussi. Le nombre de livraisons en Septembre a légèrement augmenté de 1,7% depuis le mois d'Août, selon [l'Indice Fret Cass](#).

Mais l'indice a baissé de 1,5% par rapport au très mauvais mois de septembre de l'année précédente, lorsque les livraisons avaient chuté par rapport au mois précédent, au lieu d'augmenter. Et donc, en termes de nombre d'expéditions, ce mois de septembre a été le pire depuis 2010.

Septembre a été le mois le plus minable de l'année: À l'exception de Janvier et Février, le volume d'expédition a baissé chaque mois par rapport à l'année précédente !

L'indice est large. Il suit les données des expéditeurs, peu importe leur choix, que ce soit par camion, train, ou par avion, et comprend les transporteurs comme FedEx et UPS..

Les grands détaillants tels que Wal-Mart rapportent et confirment que nous sommes dans un ralentissement économique majeur. Wal-Mart a récemment annoncé que son bénéfice par action est attendu en baisse de 6 à 12% pour l'exercice 2017, qui se termine en Janvier de cette année, et **c'est ce qui a engendré le pire krach boursier de Walmart en 27 ans.**

Et bien sûr, cela va avoir des répercussions économique énormes. Il y a des milliers d'autres entreprises qui font affaire avec Wal-Mart, et **Reuters rapporte** qu'elles commencent à être impactées...



Les Fournisseurs, allant de l'épicerie à l'équipement de sport sont déjà acculés par des réductions de prix et le partage des coûts imposé par les magasins Wal-Mart (*Depuis plus de 40 ans, la direction de Wal-Mart n'a qu'une obsession : réduire les coûts pour pouvoir baisser les prix et vendre davantage*). Maintenant, les fournisseurs s'attendent donc à une pression encore plus importante surtout après l'annonce des bénéfices extrêmement décevants de Walmart la semaine dernière.

Le plus grand détaillant au monde a toujours eu la réputation d'exiger aux fournisseurs une baisse des prix , mais Reuters a appris à partir d'entretiens avec les fournisseurs, consultants, et selon l'examen des contrats, que même avec leurs normes, Wal-Mart avait fait monter la pression sur ses fournisseurs.

«c'est un véritable tremblement de terre ici», a déclaré Cameron Smith, chef de Cameron Smith & Associates, un cabinet de recrutement majeur pour les fournisseurs situé à proximité du siège de Wal-Mart à Bentonville, Arkansas. «Les fournisseurs vont devoir aider Wal-Mart à se

remettre sur les rails.”

Des choses similaires sont en cours également pour d'autres grandes entreprises aux Etats-unis.

Par exemple, les choses se sont tellement dégradées pour McDonald qu'un propriétaire de la franchise a récemment déclaré que la chaîne de restaurants fait **“face à ses derniers jours”** ...



“McDonald a annoncé en Avril qu'elle allait fermer 700 emplacements « sous-performants », mais vu l'ampleur de l'entreprise – elle a 14.300 emplacements seulement aux États-Unis – ce n'était pas nécessairement une réduction de la taille de la société, puisqu'elle continue à ouvrir d'autres emplacements dans le monde entier. Elle possède encore plus du double d'emplacements que son plus proche concurrent, Burger King “.

Toutefois, pour les franchisés, la situation semble bien pire que la simple fermeture de 700 magasins.

“Nous sommes actuellement dans les affres d'une profonde dépression, et rien ne change», **a écrit le propriétaire d'une franchise** en réponse à une enquête financière de **Nomura Group**. “Probablement, 30% des opérateurs sont insolvables.” Un propriétaire est allé jusqu'à spéculer sur le fait que McDonald fait littéralement «face à ses derniers jours.”

Alors pourquoi les choses iraient si mal chez WalMart et McDonald alors que l'économie serait ” en convalescence ” ? Etrange, n'est-ce pas ?

Allez, utilisons un minimum de bon sens maintenant.

Tous les chiffres sont criants de vérité dans le sens où nous sommes entrés dans une période de ralentissement économique majeur et que cette situation est en train de s'accélérer.

CNBC rapporte que le nombre d'offres d'emploi aux États-Unis est en baisse et que le nombre de licenciements est en hausse...



La baisse des offres d'emploi de 5,3 % en Août ajoutée à une hausse de 2,6 % des licenciements n'est compensée que par un gain de +0,3% d'embauches. Enfin, sur le nombre de sortis du marché du travail – ou ce que ConvergEx appelle: ” Allez vous faire voir ! ” indicateur donnant une indication sur le pourcentage de gens qui ont quitté volontairement le marché du travail – est tombé à 56,6 % contre 57,1 %, indiquant une baisse de confiance dans la mobilité.

Et comme **je l'avais évoqué l'autre jour**, Challenger Gray rapporte que nous assistons à des licenciements dans les grandes entreprises à un niveau que nous avons pas vu depuis 2009.

Aujourd'hui, nous avons 102,6 millions d'Américains en âge de travailler et qui sont sans emploi, un record ! Comme cette récession mondiale émergente s'aggrave, beaucoup plus d'Américains vont continuer à perdre leur emploi. Tout ceci va fera grimper la pauvreté comme la souffrance aux Etats-Unis à un point que personne ne peut imaginer.

Il suffit de considérer ce que **les autorités ont découvert dans les rues de Philadelphie juste cette semaine**...



Un soutien à une famille de sans-abri de Philadelphie dont le fils de deux ans a été trouvé errant seul dans un parc au milieu de la nuit.

Angelique Roland, 27 ans, et Michael Jones, 24 ans, dormaient avec leurs enfants derrière des boîtes de carton sous le parc " Fairmount Welcome Cente, Love Park " lorsque leur bambin a disparu.

Le garçon a été retrouvé juste avant minuit et remis à un agent de police du Sud-Est de la Pennsylvanie, qui l'a emmené à l'hôpital pour enfants de Philadelphie.

Il portait une chemise verte à manches longues, un pantalon noir et avait une couche-culotte, mais ne disposait ni de chaussures ni de chaussettes.

Pourriez-vous vous imaginer dormant sur les trottoirs et de ne même pas être en mesure de fournir des chaussures et des chaussettes à votre enfant de deux ans ?

Ces chiffres que je vous livre sur ces sujets tous les jours ne sont pas un jeu. Ils nous touchent tous personnellement.

Tout comme en 2008 et 2009, des millions d'Américains pourraient bientôt perdre leur emploi et se retrouver à la rue alors qu'ils ont actuellement la vie très confortable de la classe moyenne.

En réalité, il y aura des gens qui vont lire cet article et à qui cela arrivera.

Donc non, aucun de nous ne devrait être enthousiaste de voir l'économie mondiale s'effondrer. Il y a déjà tant de douleur tout autour de nous, et ce qui est à venir est au-delà de ce que la plupart d'entre nous oserait même imaginer.

Réveillez-vous!

Jacques Attali , Paru dans L'Express | 19 octobre 2015

Chacun peut voir, à tout un ensemble de signes, que le monde va très mal. De plus en plus mal. Et chacun, face à cela, semble pris d'un vertige, comme hypnotisé par le vide qui s'annonce sous nos pieds. Au mieux, paralysé; et au pire, attiré vers lui.

Comme si la catastrophe qui s'esquisse était perçue comme la seule façon de créer les conditions pour agir. Comme si elle était l'unique substitut possible à l'action. Comme si la réforme était si difficile à vouloir qu'il fallait en passer par la table rase .

Comme si, face à l'imminence du désastre, seule sa concrétisation pouvait signifier délivrance.

Car le désastre est à nos portes . Qui ne le voit ?

1. La situation économique mondiale s'aggrave. Partout, la récession s'installe et la déflation s'en mêle. Les raisons en sont multiples: la technologie, la concurrence, la surproduction, la faiblesse des syndicats, la concentration des pouvoirs, l'absence de régulation, l'attentisme, la défiance. Un tsunami s'annonce qui pourrait emporter bientôt les marchés financiers; et que les Etats endettés ne pourraient enrayer .

2. La situation militaire se détériore: en Syrie, en Irak, en Israël, en Palestine, dans tout le moyen Orient, en Afrique sub saharienne, entre la Chine et le Japon.

3. La situation écologique dérape: la température de la planète augmentera d'au moins 2 degrés et peut être 6 d'ici la fin du siècle..et la Cop 21 ne semble pas pouvoir l'éviter.

4. Plus de 5 millions de réfugiés politiques potentiels sont aux portes de l'Europe.

5. Pire, la situation idéologique devient désastreuse: au lieu de penser positif, de chercher constructivement des solutions à ces problèmes encore solvables , on s'enferme, on exclue, on refuse l'autre. Partout. De mille façons. L'élection suisse d'hier en est un nouveau signe.

La cristallisation de ces 5 dimensions conduira au pire. Et un enchaînement épouvantable est devant nous: la crise économique et sociale accélérera la victoire politique des partis extrêmes; leur égoïsme conduira à la fermeture des frontières et à l'exclusion , qui conduiront à l'affrontement.

Aussi, si, dans deux ans, des drapeaux noirs se lèvent sur les principaux bâtiments publics du monde il ne faudra pas s'en étonner.

Qu'on ne me dise pas que je noircis le tableau. Pas un dirigeant économique, politique, industriel, financier, social, environnemental sérieux, dans le monde , qui ne partage en privé ce diagnostic.

Et pourtant, rien n'est fait. Alors qu'il est encore possible d'enrayer ce processus. A condition d'agir vite. Massivement. Mondialement.

Une occasion se présente pour l'amorcer : le prochain sommet du G20 à Antalya, en Turquie, le 15 et 16 novembre prochain. Si les dirigeants politiques du monde veulent bien prendre conscience de la situation et reconnaître publiquement sa gravité, ils peuvent prendre immédiatement les 5 décisions suivantes.

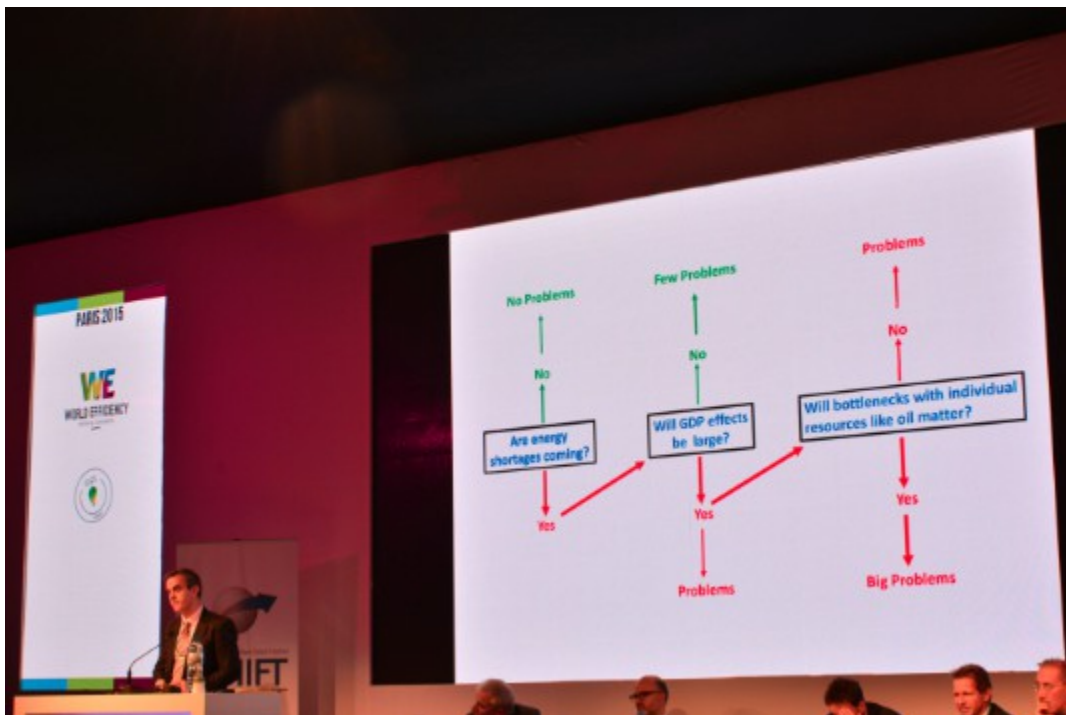
1. Lancer, en le finançant par les énormes capitaux dormants, un programme massif d'investissements publics, pour réduire la pauvreté, généraliser à tous les réseaux numériques maîtriser les gaspillages d'énergie et créer des emplois durables
2. Décider de consacrer avant 2025 les 100 mds de dollars nécessaires à la satisfaction des besoins d'économies d'énergie des pays du sud .
3. Mettre en place des procédures de polices et de stabilité militaire par l'alliance des cinq membres permanents du conseil de sécurité.
4. Prendre l'initiative d'un vaste dialogue des civilisations et des religions, en affirmant que chacune a beaucoup à apprendre des autres.
5. Organiser la coordination des principales Banques centrales , pour que leurs actions massives donnent du temps aux actions gouvernementales de faire leurs effets.

Pour que tout cela ait lieu, il faudrait que chacun d'entre nous pense positif, se réveille, agisse pour lui même, soit tolérant avec les autres et frappe à toute les portes possibles, pour que les dirigeants agissent. Ou pour remplacer au plus vite ceux qui n'en auraient pas le courage.

Croissance : exemple de déni de l'importance réelle de l'énergie

<http://www.sortirdupetrole.com/>

Si la conscience du réchauffement global, de ses origines énergétiques et de ses impacts néfastes pour l'avenir peut marquer des points à l'approche de la conférence des Nations-Unies sur le climat, début décembre à Paris (1), qu'en est-il de la conscience de l'importance réelle de l'énergie dans le fonctionnement de l'activité humaine ? Celle-ci ne semble pas encore assez forte pour faire vaciller la pleine foi en la croissance du PIB chez de grands décideurs. Exemple avec Pierre Moscovici, Commissaire européen aux affaires économiques, et Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président du MEDEF.



Michael Kumhof, ancien économiste au FMI aujourd'hui conseiller principal de recherche à la Banque d'Angleterre, expliquant les effets à attendre de pénuries d'énergie à venir, devant notamment Pierre Moscovici, Commissaire européen aux affaires économiques et Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président du MEDEF. @vr

Alors que l'on semble commencer à [trouver quelques milliards d'euros pour aider les pays du Sud à lutter contre les changements climatiques et ses effets](#) (tandis que le coût de la recherche de pétrole et des aides aux énergies fossiles [se chiffre en centaines de milliards d'euros](#)), un mur existe toujours dans la marche des grands décideurs vers la pleine conscience de la gravité du problème présent de l'humanité. C'est le mur du déni de l'importance réelle – c'est-à-dire vitale - de l'énergie dans le fonctionnement de l'économie actuelle, autrement dit le mur de la croyance en la croissance du PIB comme l'éternelle "déesse" du bonheur des hommes. Ce mur psychologique était bien visible à l'occasion d'un débat organisé par le think tank de la transition carbone [The Shift Project](#) à l'occasion du salon du "bas carbone" [World Efficiency](#), mardi 13 octobre.

“La croissance matérielle ne peut pas durer indéfiniment” (Jean-Marc Jancovici)

Se posant la question de savoir [“comment décarboner le PIB”](#) (produit intérieur brut), le débat en question a réuni quelques grands spécialistes de la problématique des ressources énergétiques: Michael Kumhof, ancien économiste au FMI aujourd'hui conseiller principal de recherche à la Banque d'Angleterre, Gaël Giraud, chef économiste de l'Agence française de développement et directeur de

recherches au CNRS, Jean-Marc Jancovici, expert énergie-climat et président de The Shift Project. Ils étaient aux côtés de Pierre Moscovici, Commissaire européen aux affaires économiques et de Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président du MEDEF.

Gaël Giraud a expliqué que l'énergie, principalement d'origine fossile (pétrole, charbon, gaz) au niveau mondial et pouvant déterminer quelque chose comme 60 % du produit intérieur brut, était le moteur principal de la croissance. Michael Kumhof a démontré [comment une baisse des ressources en pétrole \(2\) pouvait profondément impacter la croissance et l'activité économique en général](#). Jean-Marc Jancovici a confirmé que, dans un monde fini, "la croissance matérielle [ne peut pas durer indéfiniment](#)". Moralité: ne pourrait-on pas essayer de faire des choses, d'avoir des objectifs, de créer des emplois, de guider la transition carbone avec [d'autres phares que cette croissance du PIB](#) qui indique un chemin de plus en plus pavé de récifs ? Et en faisant attention aux gagnants (3) mais aussi aux perdants (4)...

**Selon Pierre Moscovici, "depuis 1990, le PIB de l'Union européenne a augmenté de 45% alors que les émissions de gaz à effet de serre ont baissé".
Oui, mais...**

Rien ne semble encore y faire. S'ils se disent favorables à la mise en place d'un [prix pour le carbone](#) au niveau mondial, le libéral Geoffroy Roux de Bézieux et le social-libéral Pierre Moscovici se retrouvent quand même pour conserver droit devant le cap de la Croissance. Dans ce cap, la foi en la Croissance s'accompagne d'une foi toute aussi forte en la Technologie. "On peut être tous gagnants (...) La technologie va permettre, secteur par secteur, de trouver une croissance sobre", croit le vice-président du MEDEF qui pense en particulier que l'on peut fabriquer deux fois plus de voitures sans émettre deux fois plus de gaz à effet de serre. Il n'y a "pas d'opposition entre la lutte contre le changement climatique et la perspective industrielle", pour le Commissaire européen aux affaires économiques qui estime que "c'est difficile de se débarrasser du PIB comme ça", d'autant plus que celui-ci donne, c'est une évidence pour lui, "la capacité à générer de l'emploi".

Du reste, l'Union européenne montre bien, selon Pierre Moscovici, que l'on peut découpler croissance du PIB et croissance des émissions de gaz à effet de serre avec "des politiques publiques ambitieuses". La preuve ? "Depuis 1990, le PIB a augmenté de 45% alors que les émissions de gaz à effet de serre ont baissé", a lancé le Commissaire européen.

Objection: les émissions totales des gaz à effet de serre des 28 pays qui composent

aujourd'hui l'Union européenne ont commencé à baisser bien avant 1990, à savoir [dès 1979 selon l'Union européenne elle-même](#). Ce qui veut dire qu'elles ont commencé à diminuer alors qu'aucune politique publique n'avait encore été mise en place, ou même évoquée, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Conséquence: il y a une autre ou d'autres raisons qui ont conduit à la baisse de ces émissions. Outre l'efficacité énergétique, ne seraient-elles pas à chercher du côté des contraintes issues des crises pétrolières des années 1970 ? De la chute de l'URSS en ce qui concerne les anciens pays de l'Est aujourd'hui dans l'Union européenne ? De la désindustrialisation ? Autant de phénomènes qui sont directement couplées aux émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne, mais aussi à celles de pays comme la Chine, devenue depuis "l'usine du monde".

Quant à l'augmentation du PIB, ne peut-elle pas également trouver l'une de ses explications dans les bulles financières ? En effet, les masses d'argent des investisseurs vont logiquement vers les produits les plus rentables. Or, comme l'a rappelé Gaël Giraud, et [comme le montre également le spécialiste américain John Michael Greer](#), les produits les plus rentables se trouvent désormais dans la finance pure (5) et non dans l'économie réelle, y compris la transition énergétique.

NOTES:

(1) [COP21. Conférence dont l'objectif est de parvenir à un accord universel qui puisse permettre de limiter le réchauffement global de la planète à +2°C.](#)

(2) [Baisse des ressources pétrolières qui ne manquera pas d'arriver prochainement.](#)

(3) *Comme les entreprises qui se retrouvent au World Efficiency.*

(4) *A rechercher par exemple du côté des énergies fossiles et des activités qui leur sont dépendantes.*

(5) *Finance qui, ironie du sort, est bien moins émissive en terme de gaz à effet de serre que l'activité économique industrielle.*

«Qui détient la dette américaine? Voici le classement !»

L'édito de Charles SANNAT ! 21 octobre 2015

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

On se demande régulièrement qui détient la dette américaine.

Cette question peut sembler anodine, ou presque sans intérêt, pourtant c'est une question essentielle pour comprendre le fonctionnement de l'économie mondiale et les flux quotidiens qui parcourent le village global.

Le marché obligataire américain est le premier marché au monde et il impacte directement la force ou la faiblesse du dollar et ces fluctuations monétaires

viennent à leur tour modifier l'économie mondiale.

Grands premiers, les Chinois avec 1 270.5 milliards de dollars détenus. Lorsque l'on regarde les chiffres globalement cela reste stable pour tous les pays et nous ne visualisons officiellement aucun bouleversement ni contrairement à ce que les rumeurs peuvent avancer ventes massives ou délestages importants.

Il règne même plutôt un grand calme sur le marché de la dette obligataire américaine.

Le Japon conserve la deuxième place qu'est la sienne avec 1 197 milliards de dollars. A noter que régulièrement le Japon vend quelques milliards de bons du trésor mais il n'y a là rien de significatif ni de nature à remettre en cause l'équilibre financier mondial.

Une place de choix pour les paradis fiscaux !!!

En troisième position les « Carib Bkg Ctrs » ce qui signifie la chose suivante selon la définition du département du trésor : « Caribbean Banking Centers include Bonaire, St. Eustatius, and Saba; Bahamas; Bermuda; Cayman Islands; Curacao; Sint Maarten; and Panama ».

En gros les paradis fiscaux des îles des Caraïbes détiennent pour plus de 300 milliards de bons du trésor américains, de quoi donc relativiser la lutte contre l'évasion fiscale ou la fraude fiscale dont on nous vante tant la progression.

Enfin les « Oil Exporters » avec 293.2 milliards de dollars en baisse d'un petit 5 milliards sur fonds de baisse du pétrole. Rien d'alarmant donc.



Voici le reste du classement.

Brazil 255.3

United Kingdom 222.8

Switzerland 222.7
Ireland 216.4
Hong Kong 193.2
Luxembourg 184.8
Taiwan 172.5
Singapore 116.0
India 115.6
Belgium 110.7
Russia 89.9
Germany 80.2

Vous trouverez la totalité du tableau sur le site du département du Trésor dont je vous donne le lien.

En termes géostratégiques point de rupture !

On disait que les Russes vendaient massivement leur Tbons... ils en rachètent même en réalité (allez voir l'historique sur le lien en annexe.

On disait la même chose des Chinois. Il n'en est rien.

On disait la même chose pour le Japon en faillite... rien. Il conserve ses Bonds du Trésor.

N'en déduisez pas que tout va bien.

Nous pouvons simplement pour le moment en déduire factuellement que l'arme monétaire ultime n'a pas été utilisée y compris par la Russie de Poutine.

Deux façons de voir sont possibles. Soit cela plaide pour une accalmie sur le front de l'affrontement sino-russo-occidental... soit au contraire cela montre qu'il y a encore de la marge de manœuvre pour que la situation empire...

Alors, en attendant, préparez-vous, il est déjà trop tard, parce que quoi qu'il arrive les États-Unis d'Amérique ne rembourseront jamais leurs dettes !

[La Deutsche Bank. Rien ne va plus! Erreur de 6 milliards d'€, en pertes abyssales...](#)

Voici une petite synthèse de 3 informations qui viennent de sortir presque coup sur coup dans la presse et qui concernent rien de moins que la plus grosse banque allemande bien mal en point comme chacun sait et ce n'est pas faute de faire des articles régulièrement à ce sujet pour vous prévenir.

Non, si on confie à un jeune débutant les virements de 6 milliards d'euros et qu'aucun chef ne valide on atteint des sommets d'incompétence....

Lorsque la Deutsche Bank dissout l'ensemble de son Comité exécutif c'est rarement bon signe, ou indice que tout va pour le mieux, sans oublier le départ en rase campagne du grand patron de la « déontologie »...

Enfin lorsque cette même banque scinde en deux ses activités sa banque d'investissements pour « limiter » les risques, on peut dire que les choses s'annoncent mal.

Attention la Deutsche Bank pourrait ne pas passer la prochaine crise!

On y prête peu attention, on pense que tout va bien mais le système bancaire reste d'une fragilité extrême. Le principal indice boursier allemand a très fortement dévissé ces derniers mois et les banques détiennent de nombreux titres. C'est donc des moins-values latentes potentiellement importantes. Ensuite est venue se rajouter la crise du Groupe Volkswagen et ses milliards envolés laissant de sacrés trous dans la raquette.

C'est pour cette raison que je vous incite à « débancaiser » et à migrer vers des actifs tangibles. C'est pour cette raison que j'ai créé ma lettre STRATEGIES et pour vous accompagner dans cette préparation qui vous permettra de mieux affronter le monde qui vient, avec des propositions de débancaisation dans des actifs tangibles exclusives réservées aux abonnés . **[Je vous dis tout ici.](#)**

En attendant, je vous laisse lire cette synthèse sur la situation à la Deutsche Bank. Le système bancaire européen ne survivrait pas à la chute d'un tel géant.

Charles SANNAT

[La Banque mondiale abaisse sa prévision pour les prix du pétrole](#)

BusinessBourse Le 21 oct 2015



La Banque mondiale (BM) a abaissé sa prévision de prix moyen du pétrole à 52 dollars le baril pour 2015 alors qu'elle prévoyait encore 57 dollars en juillet.

Dans un rapport sur le prix des matières premières publié mardi, la BM indique que cet abaissement reflète le ralentissement de la croissance économique mondiale, le fort niveau actuel des stocks et la prochaine arrivée sur le marché mondial d'un surcroît de production en provenance d'Iran après la levée des sanctions internationales.

Dans ce rapport trimestriel, la Banque indique également que son indice des principales matières premières a chuté de 17% au 3e trimestre en raison principalement de la baisse des prix de l'or noir mais également d'autres matières premières.

Les prix de l'énergie devraient être de 43% inférieurs en 2015 à leur niveau de 2014. Pour les matières premières hors énergie, la baisse devrait être de 14%, indique le rapport.

La BM prévoit que l'Iran devrait augmenter dans les prochains mois sa production de 500 000 à 700 000 barils par jour pour atteindre un total de 3,6 millions de b/j, soit leur niveau de 2011 avant le renforcement des sanctions. L'Iran pourrait commencer également à exporter immédiatement les 40 millions de tonnes actuellement stockées sur des pétroliers.

L'Iran possède également les plus importantes réserves mondiales de gaz naturel et pourrait également en exporter à l'avenir d'importantes quantités, rappelle la Banque mondiale.

Les prix pourraient toutefois être soutenus par une réduction de la production américaine de pétrole de schiste et les risques géopolitiques, ajoute-t-on de même source.

Pour les autres matières premières, la Banque table sur une baisse de 16% du prix des métaux en 2015, de 8% de celui des métaux précieux et de 13% de ceux des produits agricoles.

La BM estime également que le phénomène climatique connu sous le nom de «El Nino» ne devrait pas affecter les prix des produits agricoles mais pourrait créer des perturbations de la production de certaines régions touchées dans l'hémisphère sud.

Taux d'intérêt : quel avenir pour la politique monétaire ?

Rédigé le 21 octobre 2015 par Eberhardt Unger | LA Chronique Agora

▪ Les principales banques centrales du monde continuent leur politique monétaire ultra expansive : la Fed, la BCE et la Banque d'Angleterre depuis 2009 et la Banque du Japon depuis 1990. Depuis l'automne 2008, les banques centrales ont abaissé leurs taux directeurs à peu près 600 fois ; les plus importantes (Fed, BoJ, BCE, BoE, SBN) ont injecté sur les marchés, via le QE, pour 7 800 milliards de dollars de liquidité. Une stimulation monétaire de cette ampleur est historique... mais quel en est le résultat ?

Le FMI a abaissé sa prévision de croissance du PIB de 2015 pour l'économie mondiale de 3,5% à 3,1%, soit le plus bas niveau depuis le début de la crise financière mondiale. Une légère hausse à 3,6% est prévue pour 2016 (précédemment 3,8%). Selon le FMI, la plupart des pays industrialisés resteront sur une tendance haussière, mais la chute des prix des matières premières et le ralentissement de la croissance en Chine freineront celle des pays émergents.

La croissance du PIB des économies émergentes sera plus faible en 2015 pour la cinquième année consécutive. Pour ce groupe de pays, le maximum de croissance prévue est de seulement 4% après 4,6% en 2014, mais ce taux devrait remonter à 4,5% en 2016.

En 2015 et 2016, la croissance aux Etats-Unis est prévue à 2,6% et 2,8%, dans la Zone euro et en Allemagne à 1,5% et 1,6%. La reprise dans les pays industrialisés est soutenue par les prix bas du pétrole, la politique monétaire ultra-expansive et des conditions de financement très favorables.

Pour le FMI, la hausse des prix restera très faible. Elle devrait atteindre seulement 0,3% en 2015 et 1,2% en 2016 dans les pays industrialisés. Dans la Zone euro, le taux d'inflation est prévu, respectivement pour 2015 et 2016, à 0,2% et 1% et ne devrait pas dépasser les 1,7% d'ici 2020. Il convient de noter que le FMI pense que la BCE n'atteindra pas, à moyen terme, son taux d'inflation cible tout près des 2%. Dans un contexte de faible inflation, le FMI est d'avis qu'une continuation de la politique monétaire souple dans les pays industrialisés est essentielle. En outre, l'investissement devrait être intensifié.

▪ Des résultats décevants

Au regard des énormes programmes de stimulation économique entrepris, ces résultats sont décevants. La Fed veut revenir à une "normalisation" de la courbe des taux mais une structure normale de la courbe des taux implique des

rendements de 2% à 3% sur le marché monétaire et de 4% à 5% pour les rendements à 10 ans... Sauf que, avec un endettement international de 200 000 milliards de dollars (source : McKinsey), cela est inenvisageable !

Mais peut-être que la courbe actuelle des rendements est déjà devenue la nouvelle "normalité" ! Peut-être que cette phase durera beaucoup plus longtemps qu'escompté jusqu'ici. Le prochain ralentissement économique semble déjà plus proche que la dernière reprise.

Les conséquences mondiales du ralentissement économique en Chine semblent être plus importantes que ce que l'on prévoyait jusqu'ici. Par conséquent, la Fed a déjà reporté la hausse des taux d'intérêt initialement prévue pour septembre. Actuellement, les marchés anticipent une première étape en décembre voire au printemps prochain. La structure des rendements aux Etats-Unis affiche des rendements négatifs sur le court terme et les analystes américains, en plein doute, se demandent si la Fed ne prévoit pas, aussi, des rendements négatifs pour les taux longs (INEP).

L'INEP et les taux zéro ont de très grands inconvénients. En cas de taux nul ou de taux négatifs (après impôts et frais), il s'agit ni plus ni moins qu'une dépossession à l'égard des épargnants. Cette politique vise à "obliger" les épargnants à acheter des biens et des services dont ils n'ont pas besoin ou qu'ils ne veulent pas. On ne récompense plus les créanciers du risque débiteur qu'ils acceptent. Les investisseurs sont encouragés à rechercher un rendement dans des investissements toujours plus risqués et c'est, d'ailleurs, de cette façon de faire que naissent les bulles financières. Mais le pire est que le taux d'intérêt perd sa fonction de régulateur du marché. Les obligations des pays fortement endettés comme les Etats-Unis, le Japon ou l'Europe occidentale n'offrent pratiquement plus d'intérêts et cela annule toute volonté de réforme de la politique budgétaire.

En effet, puisque les taux zéro permettent de financer si facilement de nouvelles dettes publiques, c'est ce chemin que va choisir le trésorier sans trop se soucier du paiement de la dette future... car il est autrement plus difficile et impopulaire d'augmenter les impôts ou de réduire les dépenses publiques. La volonté de passer par les réformes pour relancer l'économie disparaît presque complètement. Aucune réforme n'est mise en oeuvre et les baisses de taux sont devenues contre-productives. La conséquence de cette politique est qu'une situation déjà critique devient plus dangereuse encore.

▪ **Conclusion**

Les banques centrales ont déjà loupé leur "fenêtre de tir" pour un premier pas vers la normalisation. En raison du surendettement absurde dans le monde entier, la politique monétaire devient de plus en plus dépendante des marchés financiers. A long terme, la crise n'en devient que plus explosive.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/taux-interet-politique-monetaire/>

Copyright © Publications Agora

Quand Paul Volcker a sauvé le système

Rédigé le 21 octobre 2015 par Bill Bonner | La Chronique Agora

▪ Il y a quelques semaines, on aurait dit que la fin du monde avait commencé. Nous parlons bien entendu du monde dans lequel le crédit, les actions et les réputations des banques centrales ne font qu'augmenter.

Mais après une petite frayeur, les investisseurs ont semblé retrouver toute leur folie. Ils ont conclu qu'il n'y avait pas de quoi s'inquiéter. Ils ont peut-être raison, bien entendu. On ne sait jamais. Mais nous sommes d'avis que la fin du monde a déjà commencé... et ils ne peuvent simplement pas le supporter.

Depuis 66 ans, le crédit se développe aux Etats-Unis. Pour commencer, ce développement était sain. En fait, jusque dans les années 70, tout allait bien parce que les revenus augmentaient aussi. Avec l'arrivée de toutes les nouvelles technologies, les gens pensaient que leurs salaires ne pouvaient qu'augmenter. La dette n'était pas un problème, ni pour les Etats-Unis ni pour les ménages. Ils s'en sortiraient "par la croissance".

Mais une nouvelle tendance étrange — et, pour l'instant, pas entièrement comprise — a commencé dans les années 70. Les salaires ont cessé d'augmenter. La croissance économique a ralenti aussi. D'abord, on pensait que c'était temporaire... un coup du hasard, peut-être causé par le choc pétrolier de 1973. Mais la tendance s'est poursuivie ; décennie après décennie, les taux de croissance ont chuté.

Remarquablement, l'Américain moyen gagne moins aujourd'hui qu'il y a un demi-siècle. Cela ne revient pas à dire qu'une personne avec un bon emploi gagne moins aujourd'hui que dans les années 60. Les salaires sont bien plus élevés — pour certains travailleurs. Mais les bons emplois sont devenus rares. Le taux de participation — le pourcentage de personnes ayant un emploi parmi la population

en âge de travailler — est de retour à des niveaux qu'on n'avait plus vu depuis les années 70. Et ceux qui "participent" ont plus de chances d'avoir des emplois précaires et mal rémunérés.

Mais alors que la croissance et les revenus chutaient, la dette (le côté pile du crédit) continuait d'augmenter. C'était l'Etape II, la phase malsaine de l'expansion de crédit. Ne s'appuyant plus sur les augmentations de revenus, la dette se développait au-delà de la capacité de l'économie — et des emprunteurs — à la rembourser. Les problèmes ne pouvaient que suivre.

Vous vous demandez peut-être comment c'était possible. Pourquoi les prêteurs donneraient-ils de l'argent à des gens qui ne pouvaient pas le rembourser ? La réponse : la partie était truquée.

▪ **Changement de paradigme**

En 1971, Richard Nixon a modifié le système monétaire. Sous le système précédent — la devise étant appuyée à l'or —, un pays ne pouvait pas s'endetter profondément. Les nations pouvaient demander un remboursement en or, de sorte que le métal jaune quittait le pays dépensier et revenait vers le pays créditeur. C'est ainsi que les Etats-Unis ont obtenu une telle quantité d'or à l'origine : la France et la Grande-Bretagne avaient dépensé plus qu'elles ne pouvaient se le permettre pour la Première Guerre mondiale. Les Etats-Unis leur avaient vendu du ravitaillement, des armes et du carburant... et exigeaient de l'or en paiement.

Mais dans les années 60, le contexte avait changé. Les Etats-Unis dépensaient à la fois à domicile et à l'étranger, pour la guerre du Vietnam. Une bonne partie des dollars dépensés au Vietnam se sont retrouvés entre les mains des branches vietnamiennes de banques françaises. Si bien que lorsque les Français sont arrivés avec des piles de dollars devant la "fenêtre de l'or" du Trésor US, ils ont été accueillis comme un parent perdu de vue lors de la lecture d'un testament. Les Français voulaient de la vraie devise en l'échange de leurs dollars. Et plutôt qu'honorer les promesses solennelles faites par six générations de secrétaires au Trésor US, Richard Nixon fit défaut. A partir de là, quiconque avait des dollars devait se débrouiller tout seul.

Tout ça aurait pu très vite mal tourner. En 1980, l'inflation des prix à la consommation aux Etats-Unis atteignait 13%. L'or a grimpé jusqu'à 800 \$ l'once. On aurait dit que le nouveau système monétaire de Nixon n'allait pas tarder à dérailler — comme tous les précédentes expériences en monnaie fiduciaire.

Au lieu de ça, Paul Volcker s'est mis devant le train et lui a ordonné de s'arrêter. Volcker plaça le taux directeur de la Fed non à 2%, 4% ni même 8%. Il le mit à 20% — et le planta tout droit sur les rails. Nous nous rappelons les hurlements de mécontentement. Il "étouffait l'économie", disaient les politiciens. Il "tuait l'emploi", disaient les journaux. Il causait "la pire crise depuis la Grande dépression", disaient les économistes. Mais Volcker n'a pas bougé. Et Ronald Reagan l'a soutenu.

Volcker avait été nommé par Jimmy Carter en 1978. Il annonça son intention de supprimer l'inflation peu de temps après. Les obligations auraient dû grimper en flèche. Les gens auraient dû s'empresser de verrouiller un rendement de 18%. Ce ne fut pas le cas : les obligations subirent une vague de vente. A l'époque comme maintenant, les gens n'étaient pas conscients — ou ne voulaient pas croire — qu'un changement majeur s'était produit. C'est en 1983 seulement que le marché obligataire a clairement pris le chemin de la hausse ; les investisseurs avaient finalement réalisé qu'ils étaient dans un monde nouveau.

Volcker a sauvé le système. Les taux d'intérêt chutent depuis 1983.

Domage qu'il n'ait pas sauvé un meilleur système.

Peu de gens peuvent résister à l'appel de l'argent gratuit — les Américains pas plus que les autres. La chute des taux et le dollar papier leur ont donné un moyen de s'appauvrir — en dépensant de l'argent qu'ils n'avaient pas besoin de gagner. Ils ont saisi l'opportunité qui leur était offerte. Ils ont emprunté et dépensé... et poussé le monde entier à un rythme insensé.

Mais à présent, cette étape est terminée.

A suivre.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/paul-volcker/>
Copyright © Publications Agora

La question de l'électricité...

Patrick Reymond 19 octobre 2015

... ramène plus généralement à la question de la survie du système économique. Que penser d'un système qui n'est pas capable de se brider, simplement pour sa

simple survie ?

Comme je l'ai dit, on peut, massivement stocker de l'électricité sous forme d'eau, par la STEP.

Les puristes me diront c'est pas le meilleur moyen, c'est pas de l'électricité, je m'en fous. Qu'il y ait de la perte, c'est certain, mais ce que je regarde, c'est qu'on sait faire, que c'est simple à faire, et parfaitement maîtrisé.

D'ailleurs, indépendamment de la question du producteur de l'électricité, vent, combustible, soleil, ce qui est important, c'est que si les STEP étaient plus massivement construites et utilisées, elles réduiraient tout aussi massivement le "besoin", en centrales thermiques, nucléaires, ou autres.

La courbe de production, de RTE indique de grands écarts suivant les périodes et les heures de la journée. Hors, si l'on prend le cas du nucléaire, il produit la même chose toute la journée, et le renouvelable, quand il peut. Dans les deux cas, il est possible de lisser avec de la STEP. Pourquoi se limiter, en France, à Grand-Maison ? Parce que nos décideurs sont des crétins, qu'ils voulaient construire 100 centrales, qu'ils n'en ont fait "que", 58, que ça les a rendu malade d'être privés d'une quarantaine de jouets, et que même ce chiffre était trop important...

Comme l'a dit un lecteur, il existe d'autres solutions "atomiques", comme le Thorium. Faudrait il qu'en France, on l'étudie... (*ça se fait, mais ailleurs, en Inde, notamment. Mais ici, rien*).

Et qu'on le rende possible, y compris pour brûler nos déchets nucléaires. Mais, cela ne nous dispenserait pas aussi, de construire de la STEP.

La classe dirigeante fait de l'inutile, pour faire de l'inutile. On réduit les moyens des collectivités locales, en regrettant qu'elles cessent "d'investir" ?

Investir dans quoi ? On voyait à la télé ce maire se plaignant de ne pouvoir construire "sa" salle des fêtes... Ils n'ont pas vécu sans ? Est ce vraiment indispensable ? Comme ces liaisons TGV pour deux pelés et 3 tondus ? Le rentable est fait. Le reste, c'est du pas rentable. On a vu ce que 20 ans d'investissements dans le pas rentable avait fait au Japon : gonfler la dette, et tout l'archipel avait été refait. Sans rien changer, parce que les 2/3 du territoire où il n'y avait rien, (pas de population), est resté rien. Même avec la rivière refaite et l'autoroute qui arrive...

Incompétence de la classe dirigeante, généralisé. Air France veut supprimer des emplois ? Mais la moindre des choses serait que la direction incompétente, ne s'augmente pas, et démissionne, en renonçant à ses retraites chapeaux et golden parachutes.

[Platini](#) s'est dit "envouté". Mais n'envouterait on pas qui veut se laisser envoûter, surtout à 2 millions de FS ? Visiblement, ce genre d'excuse ne fonctionne pas dans le lectorat, tout en laissant l'intéressé ne pas envisager, du tout, une fin de carrière... Il est, bien sûr, nécessaire, indispensable, au bon fonctionnement du système solaire et de la galaxie...

Classe dirigeante occidentale capable de fourguer des montants dantesques dans sa "défense", et arriver à l'exploit de ne plus en avoir. Car la défense, l'OTAN, viennent de sauter en quelques jours. Il ne faudrait que quelques heures à l'armée russe pour la détruire en entier, pour les seuls moyens conventionnels.

Retour d'un empire nous dit on. L'empire russe renouvelé n'existe pas encore, mais ses bases sont jetées. Ils ont d'abord commencé par renouveler l'intérieur, et d'abord, l'industrie, qui a été fermée en partie, modernisée pour l'autre, accrue, diminuant drastiquement la consommation d'énergie.

Un renouvellement des temps, en occident, signifie un renouvellement de l'appareil technique, un changement de politique, notamment en matière énergétique. La donne énergétique occidentale se réduit, sans arriver à être compétitive.

La Russie a pu être "compétitive" (c'est un mot à la mode), parce qu'elle s'est refondée. L'occident, s'il veut survivre doit se renouveler, et mettre fin à la carrière de beaucoup de jean-foutre qui se jugent indispensable, et qui n'ont pas réalisé qu'il y a un lieu où il y a plein d'indispensable : un cimetière.

[Salaud de pauvres...](#)

[Patrick Reymond 21 octobre 2015](#)

[Salaud de pauvres](#), chez Wal Mart. On les augmente de 7.25 \$ de l'heure à 10 et on coule la boîte. J'ai bien résumé ? Seulement, le problème [Wal Mart](#) ne se situe pas ici. Ce qui a plongé, ce sont les ventes.

"Wal-Mart a jeté un coup de froid mercredi en révisant sérieusement ses prévisions de ventes pour 2015 ", d'autant que la force du dollar a fait plonger les comptes consolidés des ventes de l'étranger. Donc, pas de risques que Wal Mart ait été coulé par des augmentations inconsidérées de salaires.

[Wal Mart](#) a donc découvert le plaisir d'être devenue une entreprise attardée, plombée par ses coûts fixes, alors que les progressions se situent dans les ventes par internet, voir dans les ventes quasiment directes par les producteurs chinois.

Merveille de la technique, cela permet d'écraser complètement la chaîne

d'approvisionnement. Le consommateur y gagne un peu, pendant que le fabricant vend trois ou quatre fois le prix de gros auquel il vendait...

Comprimer les salaires, et les salariés, ils faisaient ça comme ils respiraient. Mais comprimer les dividendes, c'est contre leur religion, celle du saint bénéfice.

Ces salauds de consommateurs pauvres préfèrent faire baisser leur endettement, au lieu de dépenser le surplus apporté par la baisse de l'essence.

Sans doute, n'ont ils pas le choix, vu la situation tendue de leurs finances. Ils n'ont pas le "choix" d'aller au Wal Mart, seulement le "choix" des dépenses contraintes.

LES BANQUES, LE RETOUR

par François Leclerc 21 octobre 2015

Après avoir longtemps courbé le dos et mené des batailles défensives dans le but de limiter la portée de la régulation, les banquiers européens voient leur moment arriver : les régulateurs ne sont plus à l'offensive, leur tour est enfin venu.

Le FMI a beau s'alarmer de la constitution depuis 2009 d'un paquet de mille milliards de dollars de créances douteuses dans leurs bilans, héritage selon ses termes de la crise financière et de la récession qui a suivi, les banquiers européens ont d'autres soucis à faire valoir. Frédéric Oudéa, président de la Fédération bancaire européenne, lance son propre cri alarme : « Il faut que la Commission européenne se préoccupe de la compétitivité du secteur bancaire au niveau mondial ». Quand il n'est pas demandé de laisser les banques en paix afin qu'elles fassent leur travail de soutien de l'économie, il est question de leur permettre de tenir leur rang face à leurs concurrentes américaines.

Que s'agit-il cette fois-ci de contrer ? le projet pourtant bien timoré de séparation des activités bancaires, adopté par la Commission et en discussion au Parlement européen. Il nous vaut de la part de Frédéric Oudéa une ode à la gloire de la *banque universelle* qui en est l'exact opposé. Commentant sa rencontre avec le nouveau commissaire aux services financiers Jonathan Hill, il rapporte que « nous avons voulu répéter pourquoi une séparation ne nous permettrait pas de rester compétitifs », à total contre-courant des intentions plus ou moins effectives des régulateurs. Selon lui, la banque d'affaire et de dépôt doivent coexister dans une même entité, pour le plus grand bien de la première, et au plus grand risque de la seconde. Reconnaissons-le, la *banque universelle* a non seulement comme avantage de donner une assise financière plus large aux opérations spéculatives des banques, mais également d'être à la base de l'aléa moral dont elles jouissent,

qui se traduit par l'obligation faite aux Etats de les soutenir en cas de défaillance.

Le mauvais exemple a été donné par la City et la Banque d'Angleterre. Revenant sur les intentions de départ du gouvernement britannique, cette dernière vient de considérablement réduire la portée de la mesure voulant que des établissements distincts pourvus de réserves et de conseils d'administration séparés soient mis en place. Les fonds propres pourront dorénavant être déplacés d'un établissement à un autre, et la banque de détail pourra verser des dividendes à sa consœur. Ces ouvertures mettent en cause l'étanchéité initiale du dispositif.

Ancien membre du directoire de la BCE devenu président de la Société Générale, Lorenzo Bini Smaghi s'élève avec véhémence contre le projet de taxe sur les transactions financières (TTF), que la Commission voudrait faire adopter dans le cadre d'une coopération renforcée de 11 pays européens. Ce projet est « tout simplement un suicide pour le marché financier européen, puisque tous les grands centres financiers de la planète en sont exclus » s'exclame-t-il. Crime suprême, « cette taxe repose sur des fondements idéologiques »... Puis vient le coup de grâce : « elle va pénaliser les clients finaux » assène-t-il, considérant acquis que les banques vont en répercuter le coût au détriment des acteurs économiques – et non pas l'absorber – en exerçant le chantage classique.

Dès fois, cependant, le vent tourne, mais ce n'est pas pour longtemps. Ainsi, les députés français ont, contre l'avis du ministre Michel Sapin, élargi à partir de la fin 2016 l'assiette de la taxe française déjà en vigueur. Les opérations dites *intraday* (initiées et dénouées au cours de la même journée) qui en étaient exclues sont désormais intégrées. Cette disposition vise particulièrement le trading robotisé dont le poids dans les transactions boursières ne cesse de croître. A la recherche d'arguments contre la TTF, Lorenzo Bini Smaghi y fait d'ailleurs référence en déplorant la diminution de 40% « du rôle de la Bourse » en Italie, évitant de préciser qu'il s'agit du volume des transactions et du résultat de la chute des transactions du trading à haute fréquence. Taxées, leur faible rentabilité est encore réduite. Peut-on soupçonner le ministre français, qui proposait d'attendre que la réglementation européenne taxe les *intradays*, d'avoir nourri l'espoir secret que cela n'allait pas être le cas ?

Un autre dossier mérite d'être suivi avec attention, celui du super ratio des TLAC – *Total Loss Absorbing Capacity* – qui vise à éviter tout renflouement sur fonds publics des 30 banques internationales considérées *systemiques* par le Conseil de stabilité financière (FSB). Devant entrer progressivement en vigueur en 2019, ce ratio est une application du mécanisme du *bail-in* d'auto-renflouement des banques.

Dans le but de le déterminer, toute une machinerie complexe a été élaborée pour tenir compte des structures de capital et de bilan différentes des banques, ainsi que de leurs structures de groupe. Entre 16 et 20% des actifs pondérés par le risque devront être couverts par un matelas de fonds propres et de dettes pouvant être dépréciés ou convertis en capital en cas de résolution, la liste de ces actifs étant comme toujours un enjeu.

Que penser des *TLAC* ? En premier lieu, l'utilisation d'un ratio calculé en fonction du montant des actifs non pondérés ayant été exclu en raison de son coût estimé trop élevé par les banques, leur calcul repose sur une estimation du risque des actifs, toujours aussi sujette à caution. Cela relativise singulièrement leur portée effective : le calcul du risque est le talon d'Achille de la régulation financière. En second, en cas de problème et en application de cette nouvelle disposition, les fonds publics protégés, les fonds de pension et les assureurs – investisseurs traditionnels dans la dette des banques – seraient les grandes victimes du renflouement d'une banque systémique. Dévaloriser ces titres, comme le fait à juste titre remarquer le cabinet d'audit et d'expertise comptable Mazars, « équivaldrait à financer le redressement d'une banque par la réduction des retraites, une perspective politiquement complexe à gérer. »

Typologie des Marches Baissiers (Bear Markets)

Par [Charles Gave](#) 19 octobre, 2015 [Institut des Libertés](#)

« Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel » est l'un des proverbes boursiers les plus connus. Par là, ceux qui l'utilisent veulent dire que les hausses ne peuvent pas durer toujours et qu'il faut bien qu'il y ait des baisses, pour que le marché puisse repartir à la hausse un jour. Je suis dans la finance depuis 1971 ce qui me permet de certifier au lecteur que les baisses sont des phénomènes bien réels, et fort désagréables.

Mais comme j'ai un esprit « analytique », j'ai toujours trouvé qu'il était plus facile de maintenir le cap en cas de gros temps si l'on disposait d'une bonne carte, et ceci est vrai aussi bien pour les hausses que pour les baisses. Les lignes qui vont suivre ne sont donc qu'une tentative de créer de l'ordre dans cette notion bien confuse de « baisse », car toutes les baisses ne se valent pas. Il y a celles dont on se remet, et celles dont on ne se remet pas.

Commençons par une première évidence psychologique. Les « Ours » sont des animaux furtifs que l'on n'entend pas arriver. Dans les premiers « bear markets » que j'ai connu, je me suis rendu compte que nous étions dans un marché baissier de 12 à 18 mois APRES qu'il ait commencé et jusque là je n'avais rien vu arriver, pensant que nous étions toujours dans un environnement favorable alors que

j'avais déjà perdu pas mal d'argent. Du coup, je me suis bâti toute une petite série d'outils pour me prévenir que l'ours était sorti de son hibernation.

Citons en un : Je prends les indices des vingt plus gros marchés des actions mondiaux et je compare la performance de chacun d'entre eux avec celle d'une obligation du Trésor Américain à 10 ans.

Si un marché fait mieux sur les 12 derniers mois que l'obligation, mon ordinateur sort un +1.

S'il fait moins bien, -1.

J'additionne tous ces +1 ou -1 dans un indice de diffusion.

S'il est en dessous de zéro (plus de marchés qui baissent que de marchés qui montent), je commence à me méfier. Nous sommes passés en dessous de zéro à la mi-Mai 2015 et aujourd'hui nous sommes à -20, ce qui veut dire que TOUS les marchés font moins bien qu'une obligation depuis un an... ce qui implique que nous sommes certainement dans un marché de l'ours... De la mi-mai à aujourd'hui l'indice mondial a baissé d'environ 13 % en dollar...

Et là, je voudrais faire une comparaison entre la bourse et un sport, le football Américain, une sorte de Rugby local. Quand une équipe a la balle, elle fait rentrer sur le terrain son équipe « offensive » où les vedettes sont des gazelles, chargées de marquer des points. Quand cette équipe n'a plus la balle, l'entraîneur fait rentrer l'équipe défensive, composée de gros plaqueurs un peu bourrins, le but étant de perdre le moins de points possibles. Et bien, la gestion de portefeuille, c'est pareil.

Quand on n'a pas la balle, il faut avoir des bourrins sur le terrain, qui limiteront les dégâts... (Cash, obligations courtes de très bonne qualité, actions à fort rendement...) Et comme nous n'avons plus la balle aujourd'hui, place donc aux bourrins.

Continuons par une deuxième constatation que j'ai faite au cours des années. Dans mon expérience, on ne sait JAMAIS pourquoi un marché commence à baisser. Oh certes, de nombreuses explications sont fournies par les commentateurs habituels a posteriori, mais ce ne sont jamais les bonnes. La VRAIE raison apparaît dans les six derniers mois de la baisse, et en général cette baisse s'accélère dramatiquement à ce moment là (*selling climax en Anglais*). Ce qui veut dire que dès que la vraie cause est connue, il faut se préparer à acheter. A mon avis, nous en sommes encore loin.

Et maintenant, venons en à la typologie des marchés baissiers, le but de cet article. En fait, il y a trois sortes de bear markets.

1. Le moins dangereux est causé par une « Crise de Liquidités ». La banque centrale locale fait monter les taux d'intérêts soit parce que l'inflation grimpe, soit en raison d'un déficit extérieur, soit les deux à la fois, les banques commerciales

cessent de prêter et nous nous retrouvons dans un monde où il y a plus d'idiots que d'argent selon la blague bien connue. Ce bear market s'arrêtera lorsque la banque centrale changera de politique, une récession se produisant. En général, la baisse est d'environ 20 % sur les plus hauts. Rien de trop grave. Un ourson tout au plus.

2. Le deuxième type de bear market est beaucoup plus embêtant. Il ne s'agit pas d'une crise de liquidités mais d'une crise de solvabilité. Un gros intervenant dans le marché s'est endetté bien au delà du raisonnable, en général dans une monnaie étrangère, souvent le dollar, et ne peut rembourser, ce qui met en danger le système bancaire local. Par exemple aujourd'hui, le Brésil et le « complexe des matières premières » sont en pleine crise de solvabilité (voir le désastre Glencore). Nous parlons dans ce cas là de baisses qui iront pour les indices de -35 % à -50 % sur les plus hauts. Là, nous avons affaire à un grand ours brun qui peut vous décapiter d'un revers de patte..

3. Enfin, le dernier type de bear market est un vrai grizzly. Et celui là est vraiment terrifiant. Il est en fait le résultat de ce que l'on peut appeler « un bust déflationniste ». Les Etats ou le système économique se sont endettés comme des fous soit auprès des banques soit en émettant des obligations et se retrouvent bien incapables de rembourser, la croissance s'étant arrêtée net. Il faut donc passer par pertes et profits de multiples actifs dont les cours ne remonteront JAMAIS. C'est le bear market décrit par Irving Fisher dans son génial article de 1934 « [the debt deflation theory of great depressions, 1934, Econometrica](#) » et celui là fait vraiment mal, les baisses s'étageant de -50 % à -90 % pour les indices. Historiquement les USA dans les années 30, le Japon de 1990 à 2009 ou l'Italie depuis 2000 en sont de bons exemples.

Cette typologie étant établie, je me sens un peu comme lorsque je vais voir un médecin qui me décrit parfaitement la maladie dont je souffre, pour me dire ensuite qu'il n'a pas la moindre idée de la façon dont elle peut être traitée tant je me rends bien compte que le lecteur va me de demander « dans que type de bear market sommes-nous en train de rentrer ? »

A cette question essentielle, je vais répondre franchement : Je n'en ai pas la moindre idée et c'est là où l'expérience me vient un peu en aide. Tant que la baisse sur le plus haut n'atteint pas 20 % au minimum, ou que mes indicateurs ne se sont pas retournés, je garde mes bourrins sur le terrain.

Ce qui me donnera une indication précieuse sur le type de baisse que je vais avoir sera le système financier (banques, compagnies d'assurance). Dans la crise de solvabilité et dans le bust déflationniste, ces valeurs s'écroulent de façon abominable, dans la crise de liquidités, elles sont les premières à baisser mais aussi les premières à remonter. Je surveille donc l'indice des banques comme du lait sur

le feu.

Si la baisse de l'indice général commence à être supérieure à 20 %, je commence à regarder avec beaucoup d'attention ce qui a baissé MOINS que le reste (en excluant mes bourrins), parce que c'est probablement parmi ceux là que je trouverai les meneurs de la hausse suivante qui finira bien par arriver. Et il faut garder en mémoire que les marchés haussiers prennent l'escalier, tandis que les marchés baissiers prennent l'ascenseur, autre proverbe bousier qui stipule que les bear markets durent beaucoup moins longtemps que les bull markets. En principe, en deux ans tout est plié, ce qui voudrait dire qu'en mai 2017 au plus tard, il faudra de nouveau avoir l'équipe offensive sur le terrain...

La dernière question est bien sur la plus difficile. Toutes les zones géographiques vont-elles connaître le même sort en même temps ? La réponse est : ce n'est pas toujours le cas.

Par ordre de danger le plus élevé, je mettrai:

- Le Moyen-Orient, hors concours.
- l'Amérique Latine en deuxième, tant elle a fait des erreurs depuis 10 ans
- Juste derrière l'Europe de l'Euro qui essaie de traiter une crise de solvabilité avec les outils nécessaires pour traiter une crise de liquidités, ceci pouvant nous amener à un bust déflationniste d'anthologie.
- Derrière viennent l'Amérique du Nord avec le Canada (monnaie pas chère pour ceux qui veulent avoir du cash) et les USA
- Moins en risque, les pays Européens qui ont la chance de ne pas être dans l'Euro (Suisse, Suède, Grande Bretagne, Danemark, Norvège... et peut être Russie, qui pourrait être une protection en cas de hausse du pétrole)
- En contrôle de leur destin enfin, la Chine et les autres pays Asiatiques, y compris le Japon.

Inutile de souligner que la majorité de mes positions défensives sont dans les deux derniers tant j'espère que les derniers seront les premiers.

Au milieu de nulle part, mais dans une Ferrari ou une DeLorean

Par **Thomas Veillet** · Le 21 octobre 2015

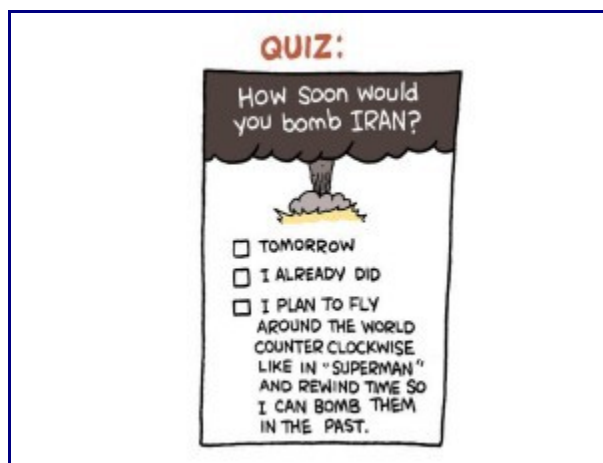
Deuxième séance de suite durant laquelle les marchés ne font strictement rien. Bon, non, en fait ce n'est pas vrai, l'ensemble des marchés n'ont pas fait grand-chose et terminent légèrement plus faibles, un peu comme si, tout d'un coup, plus personne ne s'intéressait au « macro » et l'on ne regardait plus que les histoires

individuelles. Chose qui ne nous est plus arrivé depuis...

Euh... Depuis...

Depuis très longtemps.

Aux USA, le S&P500 reculait de 0.13%, pendant que l'Eurostoxx abandonnait 0.34%. Pas de quoi se relever la nuit non plus. Pour ce qui est des indices, on a l'impression que tout le monde attend la réunion de la BCE pour y voir plus clair. Histoire de voir si Draghi va rajouter 15 ou 20 milliards de QE par mois, comme pas mal de monde l'attend. Ce qui, entre nous soit dit, ne devrait pas changer grand-chose, puisqu'avec 65 milliards, l'Europe à l'air aussi poussive qu'une Trabant sortie des usines en 1964, on voit assez mal pourquoi 20 milliards de plus changeraient la donne – de nos jours, pour 20 milliards, tu ne fais plus rien dans une économie.



Néanmoins, il semblerait que le marché se repose là dessus, attendant un signe de la BCE pour se décider à bouger dans leur « globalité ». On verra bien, mais j'ai un peu le sentiment que ça va être un coup d'épée dans l'eau de plus.

En attendant il se passe des trucs au niveau micro puisque c'est la saison des résultats et que chaque jour il y a du matos pour démonter une action en tout petits morceaux ou, au contraire, penser que le fait qu'une star de la télé investit dans un titre va changer la destinée de la société en question.

Dans les petites histoires à retenir, on notera que St-Gobain baissait de 3.3%, entraînant le secteur industriel avec eux, tout cela suite à un downgrade de l'UBS qui pense que « certains risques en provenance des marchés émergents, pourraient, à terme, éventuellement et potentiellement, mettre la pression sur la société dans les trimestres à venir ». On voit que l'utilisation du conditionnel et la généreuse multiplication des adverbes qui disent que si on se trompe c'est pas de notre faute, reste à la mode.

Du côté de l'acier, c'est également la fête au village, tout le secteur était sous pression suite à l'annonce de Tata Steel qui annonçait son intention de stopper la production d'acier en Angleterre et de virer les 1'200 derniers employés qui donnaient là-dedans. Tata perdait 14% suite à l'annonce et il est assez rare de voir une compagnie baisser alors qu'ils licencient. Dans son sillage, Tenaris et Arcelor en tête.

Et puis axu USA, l'effet Oprah continuait à faire son office. Suite à l'annonce d'hier qui officialisait l'entrée d'Oprah Winfrey dans le capital de WeightWatchers, le titre prenait encore 30% en plus des 100% de la veille. On commence à croire que Madame Winfrey aurait du lancer un fonds d'investissement à la place de se mettre au régime.

Pendant que WeightWatchers gagnait des points, IBM continuait de se faire taper dessus après son 14ème mauvais trimestre de suite. Le titre perdait encore 5% de plus et était clairement le pire titre du Dow Jones. Mais dans les « mauvaises nouvelles », ce n'était pas le pire.

Non, le pire hier c'était Harley Davidson. Le constructeur de la Street Glide (entre autres) a publié des chiffres immondes et a complètement raté les attentes du marché. Le consensus pariait sur 78 cents par action, et les gars de Milwaukee sont venus avec 69 cents. Déjà avant l'ouverture le titre perdait 7%, mais il a doublé la mise ensuite. La compagnie a vendu 1'000 HD de moins sur les 12 derniers mois et compte augmenter ses investissements en terme de marketing pour lutter contre « la compétition qui augmente sans cesse ». En même temps, si tu veux une Harley, c'est pas qu'il y a d'autre constructeurs qui font des Harley aussi. Ou alors c'est pas des Harley's – si j'ai bien compris le concept.

Parce que si le gars il veut une Ducati, Harley peut faire toute la pub qu'ils veulent, à la fin il achètera quand même une moto italienne fabriquée par Audi.

Bref, toujours est-il que Harley Davidson est difficulté et même si ça se vend comme des petits pains dans la région lémanique, il semble que ce n'est pas le cas partout.



Dans les autres histoires, Lockheed Martin baissait de 1% après avoir annoncé la

baisse de certaines dépenses militaires de la part du Gouvernement et de l'autre côté United Technologie montait de 4% après avoir annoncé un rachat d'actions de l'ordre de 12 milliards de dollars.

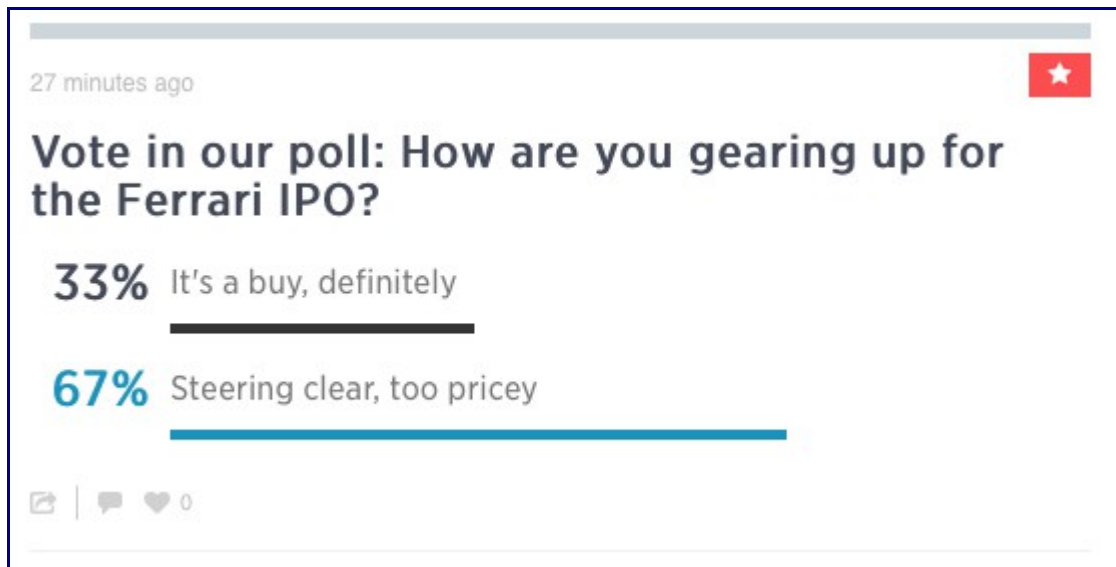
Tesla a également vécu une mauvaise journée. Une association de consommateurs aux USA a retiré sa recommandation de fiabilité sur le Model S après avoir rapporté quelques problèmes sur le long terme, comme des fuites d'eaux dans le toit ouvrant. Ils ont également publié un rapport qui dit que 97% des propriétaires de Tesla RACHÈTERAIENT une Tesla sans y penser 2 minutes de plus, mais le marché était plus inquiet par les fuites d'eau du toit ouvrant et le titre perdait 11% au paroxysme du sell-off. En revanche en fin de journée, l'action n'était plus qu'à -6.6%.

Et puis, pour conclure cette journée, les analystes techniques étaient de sortie. Alors que tout le monde se regardait pour trouver une réponse à l'avenir immédiat des indices, les techniciens ont résolu le problème. Il y a une résistance. Oui, on a découvert hier que « techniquement » ça ne sera pas facile de passer la barrière des 2040 points sur le S&P. Tout est donc dit. On compte sur les « big names » qui publieront entre ce soir et vendredi pour nous donner la niaque suffisante pour aller au-dessus, ou alors ça va être compliqué. Pour être très franc, quand on regarde la saison des publications ce trimestre, on a peu d'espoir de voir des sociétés surprendre tellement fort à la hausse que la « fameuse » résistance des 2040 céderait comme le bouchon d'une bouteille de Laurent Perrier rosé.

Autrement, dans les investissements alternatifs, le pétrole a encore publié des inventaires qui montrent que ça empile des barils dans tous les coins et que c'est pas comme ça que l'on va revoir les 100\$ sur le baril. Ce matin l'or noir est à 45.84\$. Côté or tout court, je n'ai jamais lu autant d'articles qui annoncent que « cette fois c'est sûr, l'or est reparti à la hausse » et je pense que la première page du Barron's avec un lingot d'or en photo et le titre « Gold to 10'000 myth or reality », c'est pour bientôt. Par contre pendant que tout le monde y va de sa théorie, le cours de l'or en lui-même ne fait absolument plus rien. Il est passé au-dessus de la moyenne mobile des 200 jours l'autre jour, il a excité tout le monde...et puis plus rien. Ce matin le métal est à 1177\$, pas de quoi se relever la nuit.

Ce mercredi à 15h30, heure suisse, Ferrari va sonner la cloche de Wall Street. Le fabricant de voitures de course et de luxe est donc officiellement côté en bourse. Depuis le temps qu'on l'attendait, c'est enfin arrivé. Hier soir le prix de l'IPO a été fixée à 52\$, soit le haut du range, on n'en attendait pas moins de la part d'une écurie de compétition qui a participé à 900 Grand Prix et gagné 25% du temps. Espérons pour eux que les statistiques seront les mêmes en bourse dans quelques

années. On notera cependant que les esprits chagrins râlent quelque peu étant donné que seul 10% du flottant est mis en bourse et que ça ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre, c'est plus symbolique qu'autre chose. Finalement le groupe Fiat n'aura levé « que » 1 milliard (même pas). Néanmoins Ferrari vaut 9.8 milliards en termes boursiers.



Dans les autres nouvelles ; Yum Brands se coupe en deux et ils créent Yum China. Pas besoin d'avoir fait Math Sup et l'ENA pour comprendre que le marchand de poulet ne veut pas que la société mère soit trop impactée par les mouvements de croissance erratique en Chine.

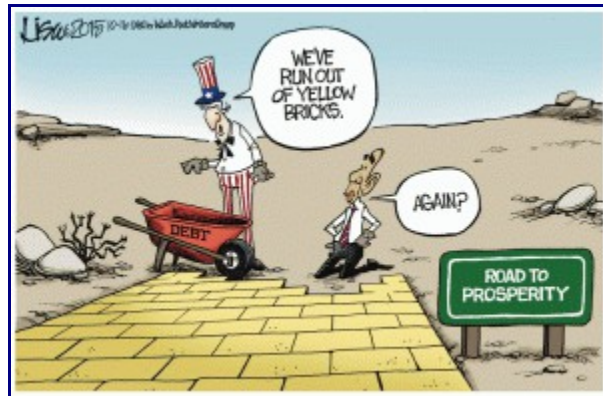
Autre nouvelle ÉFFARANTE ce matin, il se POURRAIT que les comptes de la FIFA aient été falsifiés !!!!! MAIS NOOOOOOONNNNNN ??????? – Sans compter que la pluie, ça mouille et que si vous mettez les mains dans un mixeur en marche, ça fait bobo. Heureusement, la FIFA n'est pas cotée en bourse, Blatter non plus et Platini encore moins.

Et puis, ce matin le Crédit Suisse fait les gros titres. Ce n'est pas une surprise, puisque l'on en parle depuis des semaines, la banque suisse lève du capital et sont à la recherche de 6.05 milliards de francs suisses. Cette augmentation de capital se fera via émission de droits et placements privés. Au passage, on notera que les chiffres du trimestre ne sont pas bons non plus.

Ce matin ça bouge en Suisse, puisque le CEO de Syngenta, Mike Mack a annoncé son intention de se retirer à la fin du mois. Le CFO John Ramsay reprend les rennes. Et puis hier soir, Yahoo ! a publié des chiffres pourris, raté les attentes et réduit ses perspectives. Le titre reculait de 1.3%. On a l'impression que plus personne n'attend quoi que ce soit de Yahoo !

Dans le Barron's de ce matin, ils nous proposent 6 titres à racheter dans le sell-off HealthCare-Biotech, l'indice sectoriel s'étant encore une fois fait démonter hier. Le journal parle de Valeant, Aetna, Amgen, Gilead, Celgene ou encore Boston Scientific.

Ce matin l'Asie est partagée en deux, le Japon monte de 1.8% et Shanghai recule de 0.5%, ainsi que Hong Kong de 0.4%.



Pour ce qui est des chiffres économiques, nous aurons le Trade Balance en Espagne, en supposant que quelqu'un s'y intéresse. Les nouvelles hypothèques et les « autres » inventaires pétroliers qui devraient nous annoncer ce que l'on sait déjà : « les stocks sont en hausse ».

En revanche, un peu à l'image du marché d'hier, il y a plus à manger dans le secteur des chiffres trimestriels qu'il y a à boire dans les chiffres économiques. Aujourd'hui nous aurons ABB, ARM Holdings, Abbott Labs, Baker Hughes, Biogen, Boeing, Coca-Cola, EMC, GM, Las Vegas Sands, Thermo Fischer et eBay. Mais ne nous le cachons pas, on attend tous ce jeudi avec impatience, non seulement il y aura la BCE ; mais en plus il y aura les chiffres d'Alphabet et de Microsoft – je rappelle que l'on épelle Alphabet de la façon suivante :G-O-O-G-L-E..

Pour le moment les futures sont en plein délire, les futures américains sont en hausse de 0.5% et le DAX devrait ouvrir en hausse de 0.75%. L'Euro/\$ est à 1.1354, le yen vaut 120, le Bitcoin est à 267\$, le rendement du 10 ans US est de 2.07% et le Franc Suisse est à 1.851 contre Euro.

C'est tout ce qu'il y a à dire ce matin. On notera aussi une importante nouvelle, peut-être même plus que celle qui dit que les comptes de la FIFA pourrait être magouillés ; ce matin, 21 octobre 2015, c'est le jour où Marty McFly est arrivé depuis le passé avec sa DeLorean. Le web est obsédé par l'histoire...



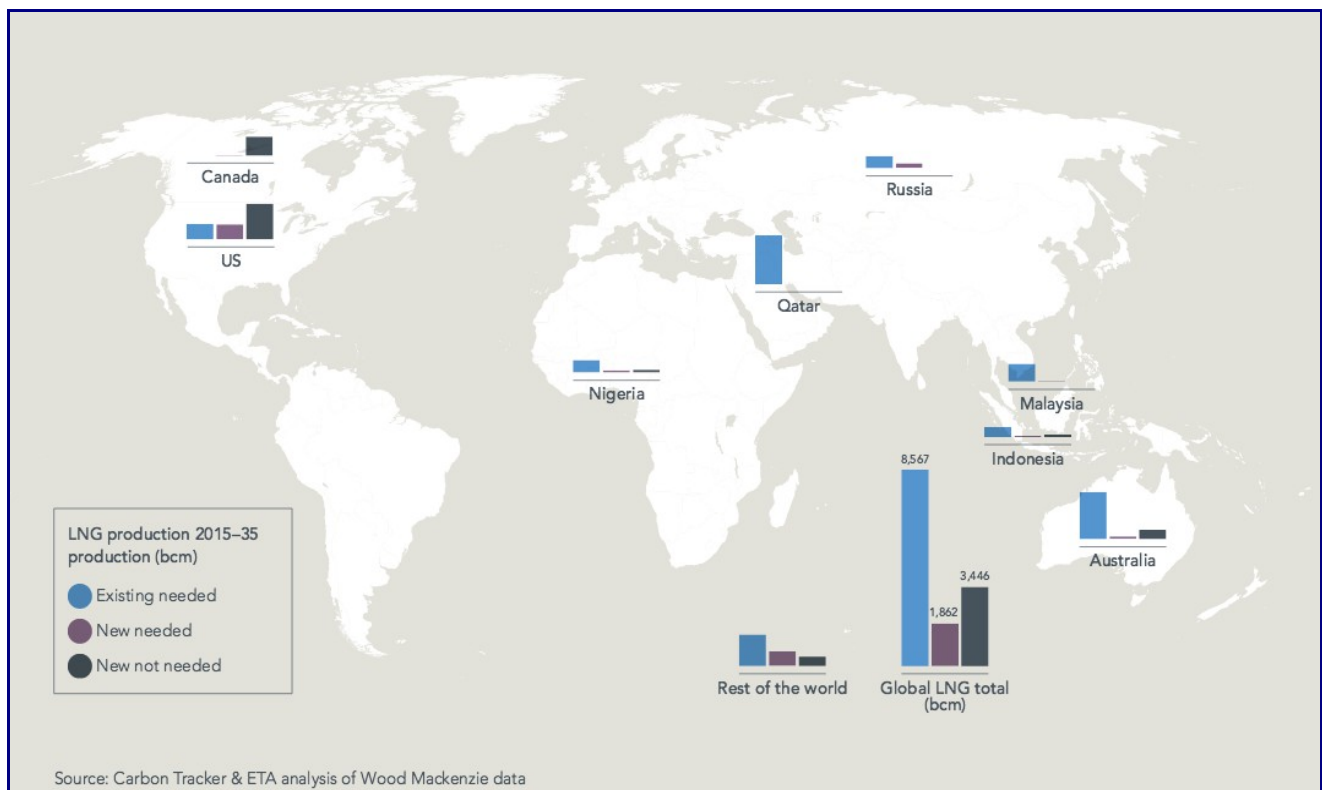
Mis à part ça, je vous souhaite une excellente journée et je vous retrouve demain, ici-même.

Gaz naturel liquéfié: 283 milliards de dollars de projets en trop d'ici 2025

<http://dr-petrole-mr-carbone.com/> Publié le 15 octobre 2015

Alors que plusieurs compagnies pétrolières, dont Total, Shell et BP, proposent de développer dare-dare le gaz à la place du charbon pour réduire les émissions de CO₂, une étude de l'organisme spécialiste du risque carbone pour les investisseurs, Carbon Tracker, met en garde concernant les limites de la croissance des projets relatifs au gaz naturel liquéfié (GNL). Selon ces experts anglais, 283 milliards de dollars de projets relatifs au GNL risquent de n'être pas viables en 2025 par rapport aux exigences climatiques.

Ca bouillonne sur la planète Pétrole. Le bas prix actuel de l'or noir – 40-50 dollars le baril – paralyse toute rentabilité du pétrole non conventionnel (sables bitumineux, huiles de schistes, liquides du offshore profond) alors que c'est ce pétrole cher qui maintenait jusqu'alors la production mondiale depuis le pic de pétrole conventionnel (pas cher) des années 2006-2008. Au menu: mauvais résultats, plans de restructuration, faillites....



Besoins en capacités de production de gaz naturel liquéfié pour une perspective bas-carbone, selon Carbon Tracker. Les projets non nécessaires sont en noir. Doc. Carbon Tracker & ETA analysis of Wood Mackenzie data

S'ajoute à cela la responsabilité majeure des énergies fossiles, dont évidemment le pétrole, dans le réchauffement global. Les calculs physiques et mathématiques sont tenaces: selon les données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 80% des ressources de charbon, de gaz et de pétrole aujourd'hui facilement exploitables, doivent rester dans le sous-sol si l'on veut limiter le réchauffement à +2°C depuis l'ère préindustrielle, c'est-à-dire éviter de léguer une planète invivable. Ce qui rajoute quelques problèmes supplémentaires aux géants du secteur, notamment celui du désinvestissement volontaire et celui des combustibles qui, puisqu'ils doivent rester sous terre, deviennent "imbrulâbles", et donc font courir aux investisseurs des risques de dépréciations de leurs actifs, c'est-à-dire grosso modo des risques de krach financier, comme le confirme si besoin encore la Banque d'Angleterre. On appelle cela des stranded assets.

Des entreprises pétrolières comme Total, BP, Shell, BG, ENI et Statoil, tiennent à être "partie prenante de la solution"

Pourtant, à l'approche de la Conférence des Nations-Unies sur le climat (COP21), dont le but est justement de trouver un accord capable de limiter le réchauffement global de la planète à +2°C, des entreprises pétrolières comme Total, BP, Shell,

BG, ENI et Statoil tiennent à être “partie prenante de la solution”. On les retrouve parmi d’autres pour signaler tous les efforts qu’elles font et qu’elles vont faire pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ces six majors ont également écrit une lettre à la secrétaire de la Convention-Cadre des Nations –Unies sur les changements climatiques, Christiana Figueres, et au Président de la COP21, Laurent Fabius, afin de leur expliquer que, pour faire baisser rapidement les émissions de CO2, le gaz pouvait remplacer le charbon et qu’une telle stratégie pouvait être soutenue par la mise en place d’un prix pour le carbone au niveau mondial.

“Nous pensons que le prix du carbone doit être un élément clé des cadres réglementaires. En agissant en ce sens, les Etats décourageront le recours aux technologies fortement émissives et encourageront au contraire les options les plus efficaces pour diminuer les émissions de CO2, partout dans le monde, notamment la réduction de la demande dans les énergies fossiles les plus carbonées, l’amélioration de l’efficacité énergétique, le remplacement du charbon par le gaz naturel, l’augmentation des investissements dans le captage et le stockage du carbone, les énergies renouvelables, les bâtiments et réseaux intelligents, l’accès à l’énergie hors réseau, les véhicules propres ou encore de nouveaux « business model » et comportements en matière de mobilité”, soulignent notamment ces majors.

Il faudrait en fait que le prix mondial du carbone qu’appellent de leur vœu ces groupes pétroliers puisse décourager totalement l’utilisation du charbon tout en exonérant au moins en grande partie l’utilisation du gaz

Si les signataires reconnaissent avec cette lettre que leur secteur est confronté à une “équation complexe”, ils ne vont pas pour autant encore au bout de cette équation dont ils connaissent pourtant le résultat à obtenir. On répète: 80% des réserves actuellement disponibles facilement doivent rester sous terre, et cela sans nouvelle réserve future (sans hydrate de méthane par exemple). Par conséquent, la proposition de remplacer le charbon par le gaz, dont les émissions sont environ 40% moindres, est-elle aussi solide qu’il pourrait paraître ?

Outre le fait qu’on ne remplace pas des centrales à charbon par des centrales à gaz du jour au lendemain, notamment en raison de leur durée de vie, l’expérience américaine a montré que le remplacement au plan national du charbon par du gaz de schiste a surtout permis l’augmentation des exportations américaines de charbon, donc sa consommation, même si ce n’est pas aux Etats-Unis. Il faudrait en fait que le prix mondial du carbone qu’appellent de leur vœu ces groupes pétroliers puisse décourager totalement l’utilisation du charbon tout en exonérant

au moins en grande partie l'utilisation du gaz naturel (qui, au passage, est surtout du méthane, puissant gaz à effet de serre).

Or, [une étude publiée par l'organisme anglais spécialisé dans le risque carbone pour la finance, Carbon Tracker](#), limite nettement le potentiel de croissance de l'utilisation du gaz si l'on veut vraiment rester dans la limite des +2°C.

Carbon Tracker: 16 des 20 plus grands acteurs du marché du gaz liquéfié ont dans leurs cartons des projets majeurs “qui ne vont probablement pas être nécessaires pour satisfaire la demande en 2025”

Identifiant certes une certaine place pour le développement de cette source d'énergie dans les scénarios bas-carbone à l'horizon 2040 (alors que le charbon et le pétrole seraient eux clairement à la baisse), ce rapport suggère que les compagnies devraient être prudentes dans les projets de gaz naturel liquéfiés (GNL) qu'elles vont effectivement développer. Chef de projet à Carbon Tracker, James Leaton relève en effet [“une offre actuelle de moyens excédentaire”](#) dans une perspective bas-carbone. Pour lui, il n'est donc pas évident que les projets à venir [“produiront de la valeur pour les actionnaires”](#).

Carbon Tracker arrive à la conclusion que, par rapport à la perspective actuelle, [283 milliards de dollars de projets possibles de GNL sont probablement au total en trop d'ici 2025 \(379 milliards d'ici 2035\)](#). L'organisme londonien estime en particulier que 82 milliards de dollars de potentielles dépenses d'investissement de capital (capex) dans des usines de GNL ne seront pas nécessaires au Canada, 71 milliards aux Etats-Unis, 68 milliards en Australie...

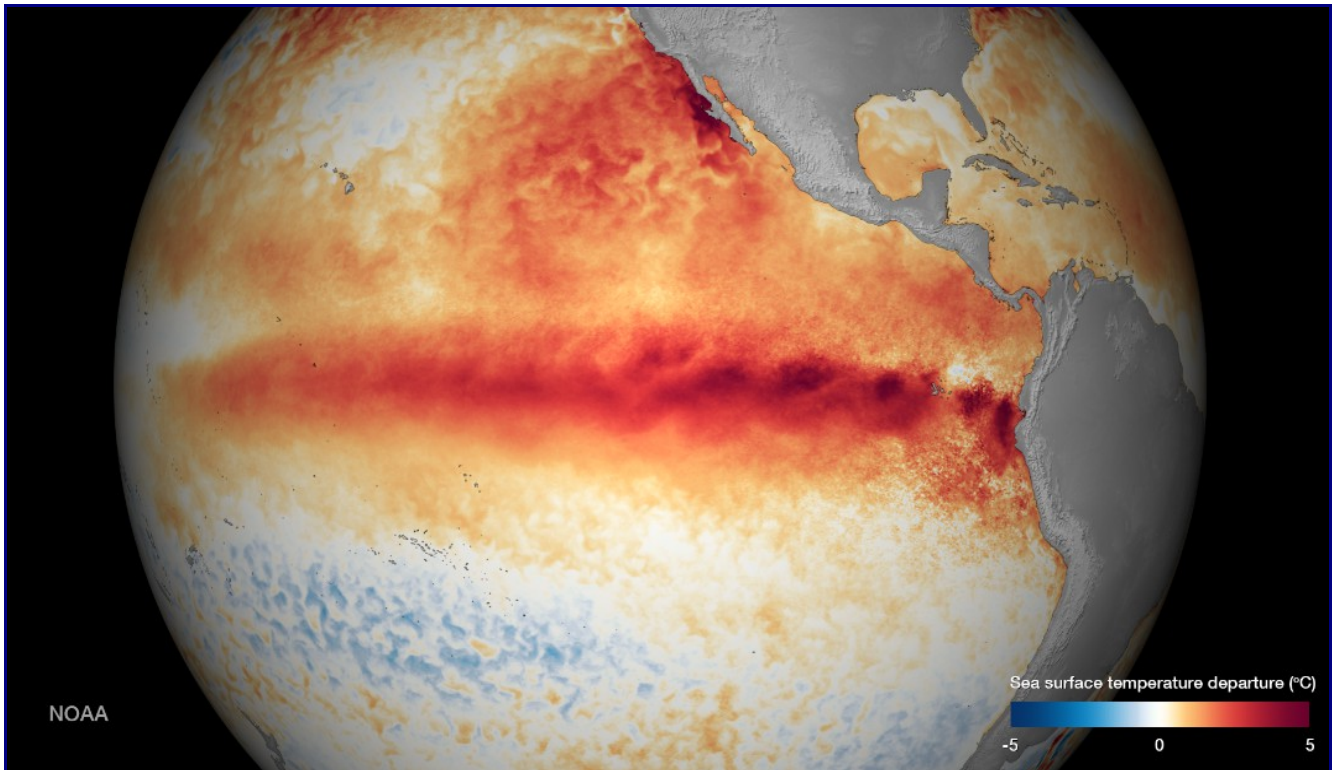
Le rapport ajoute que [16 des 20 plus grands acteurs de ce marché du GNL ont dans leurs cartons des projets majeurs “qui ne vont probablement pas être nécessaires pour satisfaire la demande en 2025”](#). Plus des trois quarts donc. Selon Carbon Tracker, [le plus grand acteur sur ce marché, Shell-BG, pourrait voir 85 milliards de dollars de futurs projets ne pas être rentables en 2035](#). Seulement trois compagnies (ENI, Chenière, Noble) ont, toujours selon Carbon Tracker, des projets additionnels jugés viables, tandis que le Français Total n'apparaît pas, selon les experts, comme développant de nouveaux projets GNL pour la prochaine décennie (hormis ceux qui sont déjà opérationnels ou en construction).

Il paraît qu'on cherche encore des milliards pour aider les pays du Sud à atténuer leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux changements climatiques actuels et à venir, non?

EL Nino enclenche le niveau “fort”

Dr Pétrole & Mr Carbone Publié le 17 octobre 2015

Sur les mois de juillet-août-septembre, le phénomène El Nino a en moyenne atteint le niveau “fort” avec une température de surface au centre de l’Océan Pacifique tropical de +1,5°C par rapport à la normale. Parvenant début octobre à une anomalie de +2,4°C en moyenne hebdomadaire, El Nino progresse donc maintenant vers son stade le plus intense.



Le phénomène El Nino en octobre 2015. Doc. NOAA

Pluies diluviennes, inondations et glissements de terrain sur le Pacifique Ouest (comme [en Californie à la mi-octobre](#)), sécheresses sur le Pacifique Ouest (Australie, Indonésie, Asie du Sud), affaiblissement de la mousson en Inde, blanchiment des coraux, effondrement de l’activité des pêcheries de l’Equateur, du Pérou et du Chili, hausse du prix de produits agricoles (cacao, café, canne à sucre, huile de palme...) de la zone tropicale... Telles sont quelques-unes des [conséquences météorologiques, écologiques et économiques à envisager avec un El Nino fort à très fort](#) entre cet automne et le printemps prochain.

Pour le trimestre juillet-août-septembre, la température moyenne des eaux de surface a en effet dépassé de +1,5°C la norme au centre de l’Océan Pacifique tropical, selon le centre américain [NOAA](#) (National Oceanic and Atmospheric

Administration), ce niveau marquant le passage du stade “modéré” au stade “fort” d’El Nino. Et cette température continue à progresser cet automne: au 12 octobre, la [dernière moyenne hebdomadaire](#) de NOAA donnait une anomalie de + 2,4°C, ce qui place potentiellement El Nino au stade “très fort”, stade extrême qui est atteint au-delà de +2°C.

La fréquence des phénomènes El Nino extrêmes peut doubler avec le réchauffement global

[En 1997-1998, la moyenne trimestrielle la plus intense avait été atteinte en novembre et en décembre 1997 avec + 2,3°C. En 1982-1983, les anomalies moyennes sur trois mois n’avaient pas dépassé + 2,1°C.](#) Pour cet hiver 2015 – 2016, [plusieurs modèles envisagent que la force d’El Nino approche ou dépasse + 3°C.](#) Il y a par ailleurs 95% de chances selon NOAA que cet épisode El Nino perdure au moins jusqu’au 1er trimestre 2016 inclus.

Cela aura bien sûr pour effet de renforcer le réchauffement global en 2015 -déjà appelée à être [l’année la plus chaude jamais enregistrée de notre ère industrielle](#)– et également en 2016 selon Eric Guilyardi, spécialiste du phénomène El Nino au Laboratoire d’océanographie et du climat à L’Institut Pierre Simon Laplace.

Le scientifique confirme en plus que si la tendance actuelle du réchauffement global se poursuit, [la fréquence des phénomènes El Nino extrêmes doublera au cours du XXIème siècle](#), passant d’un El Nino sur 6 à un El Nino sur 3. Depuis l’El Nino extrême de 1998, il y a eu quatre El Nino classés “faibles” à “moyens”.

Les centrales à charbon, un terrorisme contre le climat

<http://biosphere.blog.lemonde.fr/> 21 octobre 2015

Empêcher d'une manière ou d'une autre une centrale thermique à charbon de fonctionner peut être considéré comme une oeuvre de salut public. On sait en effet que le charbon doit rester sous terre, sinon nous allons droit vers un chaos climatique qui multipliera les réfugiés climatiques, endommagera le rendement des récoltes, produira la famine, détériorera l'ensemble de la trame du vivant, exacerbera les violences, produira des guerres, etc. Mais si je dis maintenant aujourd'hui clairement que je trouve tout-à-fait juste et légitime de saboter une centrale à charbon, c'est moi qui sera poursuivi devant les tribunaux pour incitation au sabotage. Personne n'accusera les promoteurs des centrales à charbon. Beaucoup parleront même à mon égard de terrorisme vert alors que le véritable responsable de la détérioration écologique et socio-économique est la centrale à

charbon. Il est plus que temps de définir juridiquement la notion du crime écologique et de traiter l'action de sabotage à sa juste valeur ! Quand pendant la seconde guerre mondiale des cheminots sabotaient les lignes de chemin de fer pour agir contre le nazisme, ils risquaient la mort mais ils avaient raison.

C'est pourquoi la relaxe de l'écrivain Erri De Luca nous paraît un bon signe*. Erri avait réaffirmé lors d'un entretien au site italien du Huffington Post en 2013 son soutien au mouvement « No Tav » (No al Treno ad Alta Velocità) qui conteste la construction de la ligne de TGV entre Turin et Lyon : « *Les sabotages sont nécessaires pour faire comprendre que le TGV est une œuvre nuisible et inutile.* » Sabotage ? « *Un mot noble et démocratique* », a expliqué à la barre Erri du Luca prenant en exemple Ghandi et Mandela. Avant que les juges ne se retirent pour délibérer, l'écrivain a redit sa conviction : « *La ligne prétendument à grande vitesse en val de Suse doit être freinée, entravée, donc sabotée pour la défense de la santé, du sol, de l'air, de l'eau d'une communauté menacée.* »

Nous pouvons conclure avec un commentaire posté sur le monde.fr : « *Combien d'intellectuels engagés comme celui-ci en France ? Combien prêts à aller en prison pour défendre leurs convictions contre le big business et les projets idiots, élitistes et ruineux ? Pas des masses...* »

* LE MONDE du 21 octobre 2015, L'écrivain Erri De Luca relaxé dans l'affaire de la ligne de TGV Lyon-Turin

[gaz à effet de serre : jouez pour sauver le climat !](http://biosphere.blog.lemonde.fr/)

<http://biosphere.blog.lemonde.fr/> 20 octobre 2015

Jusqu'au 31 octobre, et à quelques semaines de la conférence internationale sur le climat, EELV organise un grand [quizz « Je sauve le climat »](#)

Vous pouvez gagner de nombreux lots (Lot n° 1 : Un déjeuner avec Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV)

Pour juger de la difficulté de ce quizz, voici quelques exemples de question :

Qu'est-ce que le GIEC ?

- Le Garant de l'Immobilisme Environnemental et Climatique
- Le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
- Le Gisement Industriel spécialisé dans l'Extraction de Charbon

Qu'est-ce la «COP 21» qui se déroulera du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris-Le Bourget ?

- La 21ème conférence de l'ONU sur le climat qui réunira des chefs d'Etats et des négociateurs de 196 pays pour aboutir au premier accord international et

contraignant de réduction des gaz à effet de serre

- Un festival de musique underground qui se déroule 21 mètres sous terre.
- Un salon du livre dédié à la littérature du 21^{ème} siècle

La mobilisation sera décisive pour faire pression sur les négociateurs. Que se passera-t-il dans les rues de Paris le 29 novembre prochain ?

- Ce sera un dimanche comme les autres
- La plus grande marche mondiale pour le climat réunissant des centaines de milliers de citoyens à la veille de l'ouverture de la COP21
- La date anniversaire de Claude Allègre

Quel est le parti politique le plus en avance sur la cause écologique ?

- Les Républicains, parce que l'environnement, ça commence à bien faire
- Le FN, puisque le réchauffement climatique n'existe pas
- Europe-Ecologie Les Verts, comme son nom l'indique

Notre point de vue d'écologiste sur ce quizz : sans commentaire !

[Les dégâts environnementaux de l'agriculture intensive](#)

Par [Jérôme Henriques Mondialisation.ca](#), 21 octobre 2015

Apparue dans les années 60 en France, l'agriculture intensive n'a eu de cesse de se développer depuis. Augmentation de la rentabilité pour les producteurs, diminution des coûts pour les consommateurs, les adeptes du libéralisme économique exultent. Et les externalités négatives, on en parle ?

Pesticides

La France est le premier utilisateur Européen de pesticides et le troisième utilisateur mondial (derrière les États-Unis et le Japon). Epanchés sur les cultures pour les débarrasser des mauvaises herbes (herbicides), des champignons (fongicides) ou des insectes gênants (insecticides), les pesticides contaminent les sols et les milieux aquatiques (les phénomènes de ruissellement vers les eaux de surface et d'infiltration vers les nappes phréatiques sont dus à l'irrigation et aux pluies). Une partie de l'épandage est également perdue dans l'atmosphère, par envol ou par évaporation. Emportés par les vents ou chargés dans l'eau des nuages, les résidus de pesticides retombent ensuite sur des sols et des eaux situés à distance de la zone d'épandage. Théoriquement, les pesticides sont censés cibler les espèces végétales ou animales à détruire. Cependant, en interférant dans des processus fondamentaux du métabolisme (photosynthèse, croissance, reproduction, etc.), ils ne sont jamais véritablement sélectifs. Nombreuses sont les

études qui montrent aujourd'hui leur toxicité sur l'être humain, la faune et la flore : cancers et malformations chez les agriculteurs et leurs familles, disparition des abeilles, phénomènes d'inversion de sexe chez les gastéropodes ou les grenouilles, etc. Les pesticides n'ayant pas tous la même toxicité ni la même persistance, les produits les plus dangereux doivent normalement être interdits. Le problème, c'est que les études de toxicité sont financées par les fabricants eux-mêmes et que l'Union Européenne ne vérifie pas toutes ces études (de plus, seule la molécule active est généralement analysée alors que parfois, ce sont les adjuvants qui sont toxiques). Ainsi, lorsqu'après plusieurs décennies d'utilisation, la toxicité d'un produit ou son accumulation dans la chaîne alimentaire est prouvée, un nouveau produit prend le relais et ainsi de suite ... Prenons le DDT. Très utilisé dès le début de la seconde guerre mondiale, il a été dénoncé par les scientifiques dans les années 60 (pour sa cancérogénicité et sa reprotoxicité) mais n'a commencé à être interdit dans les pays occidentaux qu'au début des années 70 ; comme il est peu dégradable (il a été classé en 2004 sur la liste noire des polluants organiques persistants par la Convention de Stockholm), il continue encore aujourd'hui à polluer notre environnement. Aujourd'hui, le pesticide le plus utilisé dans le monde est un herbicide fabriqué par la firme Monsanto : le glyphosate (plus connu sous le nom de Round up). Alors que les études sur sa toxicité font controverse, sa vente aux particuliers pourrait bientôt être interdite en France ...

Nitrates, phosphates

L'agriculture intensive est responsable de hauts niveaux de nitrates et de phosphates. Cette pollution provient d'une part des engrais minéraux apportés aux plantes (ils facilitent leur croissance) et d'autre part des effluents d'élevage (déjections animales au sein des fumiers et lisiers). Comme pour les pesticides, les nitrates et les phosphates pénètrent dans la terre puis contaminent les eaux par ruissellement et infiltration. La conséquence la plus visible de cette pollution de l'eau est probablement le phénomène d'eutrophisation. Dû à la surabondance de substances nutritives (nitrates et phosphates), il se manifeste par la prolifération de plantes aquatiques, et notamment des algues vertes. Or, cette masse végétale crée un écran qui empêche la lumière de passer. L'eutrophisation engendre alors un autre phénomène, celui de dystrophisation : l'activité photosynthétique se trouve réduite à quelques mètres de la surface, donc l'oxygène se raréfie (phénomène accentué par la décomposition des végétaux morts) et les êtres vivants meurent. D'après un rapport conjoint du ministère de l'agriculture et du ministère de l'écologie publié en 2012, les apports d'azote (composé du nitrate) et de phosphore (composé du phosphate) "ont augmenté de façon considérable à partir

des années 1960" (cela correspond au début de l'agriculture intensive en France, ndr). Après avoir précisé qu'en l'absence de contamination, la teneur en nitrates des eaux souterraines est de 2-3 mg/l, le document montre l'évolution de leurs concentrations : 5,5 mg/l en 1971, 7,5 mg/l en 1976 et 21,5 mg/l en 1981 (valeurs moyennes) ; les données pour les années suivantes ne sont pas présentées mais le document stipule que la décennie 1980-1990 marque un maximum. Si les nitrates sont plus surveillés et réglementés que les phosphates, c'est parce qu'ils présentent un surcroît de risque pour la santé humaine : méthémoglobinémie/cyanose, cancers. L'OMS a défini la valeur de 50 mg de nitrates/litre comme la limite au delà de laquelle l'eau n'est pas considérée comme potable. En se basant sur cette valeur, l'Union européenne a établi en 1991 la directive "nitrate" (91/676/CEE), laquelle demande aux états membres de surveiller les concentrations de nitrates dans leurs eaux, de cartographier "les zones vulnérables" (concentration en nitrates > 50 mg/l) et d'établir des programmes d'actions dans ces zones. En juin 2013, la France a été condamnée une première fois par la justice Européenne pour désignation incomplète des zones vulnérables, puis une seconde fois en septembre 2014 pour insuffisance des programmes d'action dans ces zones.

Hormones et antibiotiques

Depuis les années 80, l'Europe interdit aux éleveurs d'utiliser des hormones de croissance (lesquelles permettent notamment d'accélérer la croissance des animaux et d'augmenter la taille des parties consommables). Cependant, la directive 96/22/CE (dernière en vigueur sur ce sujet) autorise toujours l'usage des hormones pour des "traitements thérapeutiques et zootechniques". En pratique, il s'agit surtout de maîtriser la reproduction (diminution des périodes improductives, augmentation des portées, facilitation des mise bas ...). Cela n'est pas sans conséquences pour l'environnement. Retrouvées dans les eaux par le biais des déjections animales, ces hormones peuvent en effet perturber le système endocrinien d'autres espèces. Elles sont en partie responsables de plusieurs problèmes de santé humaine : phénomènes de puberté précoce, problèmes de reproduction, cancers hormono-dépendants ... Si les antibiotiques peuvent eux-aussi jouer le rôle de facteur de croissance, cet usage a été banni dans l'Union européenne en 2006. Pour le reste, ces médicaments restent massivement utilisés en élevage. La concentration des animaux (associée à la concentration de leurs déchets, à l'augmentation du risque de blessures, etc.) augmente en effet fortement les risques d'épidémie et des antibiotiques sont alors donnés à tout le groupe. On sait aujourd'hui que l'utilisation excessive d'antibiotiques entraîne l'émergence de bactéries résistantes, lesquelles peuvent non seulement transmettre cette résistance à d'autres bactéries mais aussi traverser la barrière des espèces. Les exemples ne

manquent pas : preuve de la transmission du SARM (bactérie résistante à la pénicilline) entre l'homme et le porc, augmentation de la résistance humaine aux antibiotiques de type fluoroquinolones suite à leur utilisation en élevage, corrélation entre la résistance à l'avoparcine dans les élevages et la résistance à la vancomycine dans les hôpitaux, etc. Ces bactéries peuvent être transmises par contact physique (SARM) ou encore via l'alimentation (entérobactéries productrices de blse) ; autre facteur d'apparition d'une résistance chez l'homme, la transmission des antibiotiques (résidus) eux-mêmes via l'alimentation. La plupart des personnes porteuses de bactéries résistantes (SARM sur la peau ou dans le nez, entérobactéries dans la flore intestinale) ne deviennent pas malades pour autant. Mais les choses peuvent se compliquer dans des conditions défavorables : un traitement antibiotique pourra par exemple se révéler contre-productif (prolifération des bactéries résistantes) ; pire, une intervention chirurgicale (moment pendant lequel le système immunitaire est affaibli) pourra engendrer le passage des bactéries dans le sang et déboucher sur une septicémie ...

Pollution de l'air et gaz à effets de serre

Selon les scientifiques, les gaz à effets de serre (GES) sont l'un des plus grand facteur d'impact du réchauffement climatique (avec des conséquences telles que la disparition d'espèces etc.). Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le secteur de l'élevage est responsable à lui seul de 14,5 % des gaz à effet de serre anthropiques, soit plus que les transports. Il représente environ 9 % des émissions anthropiques de dioxyde de carbone (CO₂), 37 % du méthane (CH₄) et 65 % du protoxyde d'azote (N₂O) (le CO₂, le CH₄ et le N₂O sont trois des six gaz à effets de serre ciblés par le protocole de Kyoto). Les émissions de dioxyde de carbone sont essentiellement dues à la déforestation (expansion des pâturages et des cultures fourragères pour le bétail) ; les émissions de méthane (qui agit sur le réchauffement climatique 23 fois plus que le CO₂) proviennent essentiellement de la fermentation gastrique des ruminants et de la gestion des effluents d'élevage (respectivement à hauteur de 74 % et 21 %) ; enfin les émissions de protoxyde d'azote (qui a un potentiel de réchauffement climatique près de 300 fois plus élevé que le CO₂) proviennent essentiellement des engrais, fumiers et lisiers (produits azotés). Au sein de l'élevage, les bovins sont les plus gros contributeurs de gaz à effet de serre. Ils en émettent environ 6 à 7 fois plus que les cochons ou les poulets (ce facteur multiplicatif est applicable aussi bien en considérant la totalité des animaux que par kilogramme de viande produite). En plus de ces gaz à effets de serre, l'élevage est responsable de 64 % des émissions anthropiques d'ammoniac (notons au passage que la France en est la première émettrice en Europe). Cela pose deux problèmes majeurs. D'abord, l'ammoniac

(NH₃) est un irritant des voies respiratoires et engendre de nombreuses maladies dans les élevages (bronchite chronique, asthme, fibrose pulmonaire ...) lesquelles peuvent aussi toucher les éleveurs. Ensuite, en se dissolvant dans les précipitations sous forme d'ammonium (NH₄⁺), un ion acide, l'ammoniac contribue sensiblement aux pluies acides et à l'acidification des écosystèmes. Cette acidification perturbe la photosynthèse et détruit les éléments nutritifs des sols et des eaux, causant le dépérissement des forêts, des lacs, etc. Certaines espèces aquatiques, très sensibles au PH, disparaissent. Un rapport de 1999 sur l'état des forêts en Europe indiquait que 20 % des terres sont très acides, 2/3 des forêts sont endommagées et 21,4 % ont subi une défoliation d'au moins 25 % (Commission Européenne, 1999).

Déforestation

Le secteur de l'élevage est de loin le plus gros utilisateur anthropique de terres. D'après la FAO, 26 % des terres non recouvertes de glace sont employées pour le pâturage et 1/3 des terres cultivables sont utilisées pour nourrir le bétail (rapport de 2006). Selon les données de l'université du Maryland (USA) et de Google, rien qu'en 2014, les forêts ont reculé de 180 000 km² dans le monde (soit environ deux fois la superficie du Portugal). En Asie, en Amérique du sud ou encore en Afrique, ce phénomène affecte les principaux poumons verts de la planète. La forêt amazonienne, qui est l'une des trois plus grandes forêts primaires du monde, a ainsi perdu en 40 ans environ 800.000 km² (soit près d'1/7ème) de sa superficie. L'élevage est la principale cause de ce problème et devance largement l'exploitation forestière ou minière. Après une enquête de 3 ans publiée en juin 2009, Greenpeace affirme que l'élevage bovin est responsable à 80 % de la déforestation amazonienne. Une grande partie de l'espace forestier est ainsi transformée en prairie (pour le pâturage des bovins) et une autre partie est utilisée pour la culture de céréales fourragères (soja et maïs essentiellement). L'Union européenne est le quatrième importateur de bovins (derrière les USA, la Russie, et le Japon), lesquels proviennent à 80 % d'Amérique du Sud. Pour nourrir son propre bétail, l'Europe importe aussi énormément de soja (souvent transgénique) depuis le Brésil ou l'Argentine (la France en est d'ailleurs le premier destinataire Européen). Ainsi, la consommation de viande en Europe et en France (les Français sont les premiers consommateurs européens de viande bovine – FranceAgriMer, 2010) est une cause de déforestation en Amérique du Sud. La FAO rappelle par ailleurs que les forêts "sont à la base de la subsistance de plus d'un milliard de personnes". Dans beaucoup de pays en développement, le bois est en effet la principale source d'énergie (chauffage, cuisson des aliments) et le matériau de base des logements ou de l'artisanat. (rapport de 2014). S'y ajoutent un ensemble

de “services écosystémiques” difficilement chiffrables mais cruciaux. Ainsi, les forêts recèlent plus de 80 % de la biodiversité terrestre, protègent les ressources en eau (rivières etc.) et offrent de l’air pur. En stockant le carbone, elles jouent aussi un rôle central dans la régulation du climat (la végétation terrestre absorbe environ 1/4 des émissions anthropiques de CO2 et les forêts sont évidemment le “puit de carbone” par excellence).

Il n’aura fallu que quelques décennies pour que notre agriculture se transforme en profondeur. L’élevage en plein air (pâturage, activité physique ...) a cédé la place aux systèmes de stabulation (cages, stalles) où des animaux affaiblis sont gavés de produits chimiques (compléments alimentaires, médicaments) ; les cultures de saison et les techniques agroécologiques (assolement, rotation des cultures ...) se sont inclinées devant les monocultures bourrées d’engrais et de pesticides ; les petites exploitations paysannes se sont raréfiées au profit des fermes-usines ultramécanisées ... Aujourd’hui, 80 à 95 % de la production agricole est issue de systèmes intensifs, lesquels ont pourtant largement prouvé leur effet délétère sur l’environnement. Il est urgent de changer de modèle. Il faut arrêter la course effrénée au productivisme (recherche de compétitivité avec l’Allemagne, accords de libre échange avec les USA ...) et encourager une production plus modeste mais de qualité ; les aides de la PAC doivent être réorientées vers les exploitations qui oeuvrent en faveur de l’éthique et de l’environnement (élevage en plein air, respect du rythme biologique des animaux, soins vétérinaire particuliers et non de troupeaux, utilisation d’engrais et de pesticides naturels ...) ; enfin, les consommateurs sont peut-être les plus grands acteurs de ce changement. Comment ? En privilégiant les circuits courts (vente directe, AMAP) et les filières bio (sans produits chimiques), en mangeant des fruits et légumes de saison, en acceptant que l’éthique et la qualité ont un coût, en réduisant (et pourquoi pas en stoppant) leur consommation de viande. Il n’ont qu’à demander et l’industrie s’adaptera ...